mutlog

mutlog garanties

L'homme au cœur du logement

Rapport de gestion

2014

MUTUALITÉ FRANÇAISE

Rapport de gestion
Exercice 2014

Assemblée générale
9 juin 2015

MUTLOG	MUTLOG Garanties
SIREN n° 325 942 969	SIREN n° 384 253 605
Branche 20 : décès perte totale et irréversible d'autonomie	Branches 1 - 2 : invalidité - incapacité Branche 16 : perte d'emploi indemnisée

Mutuelles soumises au livre II du code de la Mutualité
75, quai de la Seine
75940 Paris cedex 19
www.mutlog.fr

Sommaire

CONSEIL D'ADMINISTRATION 6
LETTRE DU PRÉSIDENT 8

1 - LA VIE DE VOS MUTUELLES 10
L'ASSEMBLEE GENERALE 10
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION 10
COMITE FINANCIER 11
COMITE D'AUDIT ET DE GESTION DES RISQUES 11
COMITE PRODUITS 12
COMITE DES REMUNERATIONS 12
COMMISSION D'ETUDE ET DE REFLEXION BANQUES, ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, MICROCREDIT, ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS 12
COMMISSION REPORTING 13
DESIGNATION D'UN ADMINISTRATEUR REFERENT SUR SOLVABILITE 2 13
LES RELATIONS AVEC LA FEDERATION 13

2 - ACTIVITE DE L'EXERCICE 14
PRODUCTION DE L'EXERCICE 2014 14
ENCOURS EN GESTION AU 31 DECEMBRE 2014 14

3 - RAPPORT MUTLOG 15
LES COMPTES SOCIAUX DE MUTLOG 17

4 - RAPPORT MUTLOG GARANTIES 23
LES COMPTES SOCIAUX DE MUTLOG GARANTIES 25

5 - RAPPORT DE COMBINAISON MUTLOG ET MUTLOG GARANTIES 31
MODIFICATIONS INTERVENUES DANS LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS 31
RESULTAT NET DE L'EXERCICE 31
COMPTE DE RESULTAT DE LA COMBINAISON 32
COMPTES COMBINES DE MUTLOG ET MUTLOG GARANTIES 33
INSTRUMENTS FINANCIERS 35
AFFECTATION DE RESULTAT 38
FONDS MUTUALISTES ET RESERVES 38
CONSEIL D'ADMINISTRATION 40
FILIALES ET PARTICIPATIONS 42
LES ETATS FINANCIERS 43
L'ANNEXE AUX COMPTES 48

LE PÉRIMÈTRE DE COMBINAISON 48

A - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE : *48*

A.1. Les faits marquants des mutuelles : *48*

A.2. Les faits marquant à travers le GIE de moyens : *49*

B - REFERENTIEL COMPTABLE ET REGLEMENTAIRE : *49*

B.1. Notes sur les règles et méthodes des mutuelles : *49*

B.2. Notes sur les règles et méthodes du GIE de moyens : *50*

C - INFORMATIONS SUR LES POSTES DE L'ACTIF DU BILAN : *50*

C.1. Les actifs incorporels, placements immobiliers et actifs corporels d'exploitation : *50*

C.2. Les autres placements : *52*

C.2.1. Les valeurs amortissables : *52*

C.2.2. Les valeurs non amortissables : *52*

C.3. Part des cessionnaires et retrocessionnaires dans les provisions techniques : . *55*

C.3.1. Population de transfert en provenance de la FNMF : *55*

C.3.2. Population d'origine des mutuelles : *55*

C.4. Les créances : *56*

D - INFORMATIONS SUR LES POSTES DU PASSIF DU BILAN : *57*

D.1. Les fonds propres et reserves : *57*

D.2. Les provisions techniques brutes : *58*

D.3. Les provisions pour risques et charges : *61*

D.4. Les dettes : *61*

E - INFORMATIONS SUR LES ENGAGEMENTS : *62*

F - INFORMATIONS SUR LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT *64*

F.1. Les produits financiers nets des charges financieres : *64*

F.2. Ventilation des charges par nature : *64*

F.3. Impot sur les benefices : *66*

F.4. comptes de resultats techniques du reassureur : *67*

6 - EVOLUTION PREVISIBLE EN N+1 72

7 - INFORMATIONS SUR LES COMPTES DU GIE 73

8 - INFORMATIONS SUR LES COMPTES DE LA SCI QUAI DE SEINE 78

9 - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 81

Conseil d'administration

Membres des Conseils d'Administration MUTLOG et de MUTLOG Garanties

(au 31 décembre 2014)

Président d'honneur de MUTLOG : Willy Gitler

Présidents d'honneur de MUTLOG Garanties : Frédéric Berenguer, Yves Potier
Administrateur honoraire de MUTLOG et de MUTLOG Garanties : Marcel Caballero

Bureau de MUTLOG et de MUTLOG Garanties

Président : Philippe Brunet
Premier vice-président : Jean Frébourg
Deuxième vice-président : FNMF, représentée par Christophe Ollivier
Trésorier général : Martine Vély
Trésorier général adjoint : CFE-CGC, représentée par Hervé Chiaroni
Secrétaire général : Yvon Mansion
Secrétaire général adjoint : ACMIL, représentée par Jacques Lépron

Conseil d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties

Erwan Audouit	Thierry Le Bozec	ACMIL, représentée par Jacques Lépron
Michel Bonfils	Yvon Mansion	CFDT, représentée par Dominique Boillot
Rémy Brunck	Christian Sol	CFE-CGC, représentée par Hervé Chiaroni
Philippe Brunet	Guy Sudre	CGT, représentée par Alain Faccini
Frédéric Brossier	Martine Vély	CFTC, représentée par Jean de Mathan
Jean-Marc Harmand	Jean-Yves Viau	CGT-FO, représentée par Jean-Baptiste Dolci
Jean Frébourg	François Yence	FNMF, représentée par Christophe Ollivier

Comité d'audit et de gestion des risques de MUTLOG et de MUTLOG Garanties

Rémy Brunck	Jacques Lépron	Guy Sudre
Marcel Caballero	Christian Sol	François Yence

Comité financier de MUTLOG et de MUTLOG Garanties

Philippe Brunet — Yvon Mansion — Christophe Ollivier — Martine Vély

Comité des rémunérations de MUTLOG et de MUTLOG Garanties

Philippe Brunet — Martine Vély — Jean Frébourg

Comité produits

Thierry Le Bozec — Jean-Baptiste Dolci — Jean-Marc Harmand — Frédéric Brossier

Comité reporting

Philippe Brunet — Martine Vély — Jean de Mathan

Commission d'étude et de réflexion

Jean Frébourg	Jean-Baptiste Dolci	Jean-Marc Harmand
Hervé Chiaroni	Frédéric Brossier	Erwan Audouit

Délégués

Section 1 - Région Grand Nord
Nord - Pas de Calais, Picardie,
Champagne - Ardennes

Madame Priscilla BANEK
Monsieur Hervé DECAUX
Monsieur Thierry DELAVALLE
Monsieur Alain DENIEL
Monsieur Gauthier DESSOUTER
Monsieur Thierry GARCIA
Monsieur Pierre GONZALEZ
Monsieur Luc MAUDOUIT
Monsieur Yannick PERU
Madame Angélique RAYE
Monsieur Bruno RAYE
Monsieur Didier VAN NIEUWENHUYES

Section 2 - Région Grand Est / Ile de France
Ile de France, Alsace Lorraine,
Franche Comté, Bourgogne, Centre

Monsieur Michel BACHER
Madame Sylvie CAYOT
Monsieur Jean-Yves CHATELAIN
Monsieur Olivier CULOTTI
Madame Sarita DESBONNES
Monsieur Jean-François FRANCISCI
Madame Myriam GALMES
Monsieur Patrick IMBERT
Madame Marie-Laure LOUIS
Madame Suzanne MOREAU
Monsieur Philippe POIDEVAIN

Section 3 - Région Grand Ouest
Haute Normandie, Basse Normandie,
Pays de Loire, Bretagne, Poitou-Charentes,
Limousin Aquitaine

Monsieur Alain ABARNOU
Madame Brigitte ARNAL
Monsieur Roger BARBIER
Monsieur Jean-Marie BOUCHET
Madame Danièle BRAIDA
Monsieur Anthony DEROUET
Monsieur Yves JOUBERT
Monsieur Yves LEBRETON
Monsieur Jean-Marie LESCOP
Monsieur André PERON
Madame Natacha REBERAT
Madame Muriel TURPAULT

Section 4 - Région Sud Est
Auvergne, Midi-Pyrénées, Languedoc
Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Corse, Rhône-Alpes, DOM-TOM, Etranger

Madame Guylène AMAURY
Madame Christelle BAGLIONI
Monsieur Philippe BECQUE
Monsieur Serge BIOUJOUX
Monsieur Thierry CHEVINEAU
Madame Marie CRESCI
Monsieur Thierry DOIRET
Madame Sandrine JOLLY
Monsieur Laurent JOLLY
Madame Tassadite KENOUCHE
Monsieur Jean-Jacques LENFANT
Madame Sylvie RESPAULT
Madame Annie THEVENET

Commissaires aux comptes titulaires :

Pour MUTLOG :

Pascal Parant du cabinet Mazars
61 rue Henri Regnault - 92075 LA DÉFENSE Cedex

Pascal Guillot du cabinet PRIMAUDIT
6 place Boulnois - 75017 PARIS

Pour MUTLOG Garanties :

Pascal Guillot du cabinet PRIMAUDIT
6 place Boulnois - 75017 PARIS

Commissaires aux comptes suppléants :

Pour MUTLOG :

Cabinet Grant Thornton,
représenté par Gilles Hengoat,
100 rue de Courcelles - 75017 PARIS

Cabinet Pierre-Henri Scacchi et Associés,
représenté par Serge Gruber,
8 rue Pierre Brossolette - 92300 LEVALLOIS-PERRET

Pour MUTLOG Garanties :

Cabinet Pierre-Henri Scacchi et Associés,
représenté par Serge Gruber,
8 rue Pierre Brossolette - 92300 LEVALLOIS-PERRET

Expert comptable :

Dominique GAYNO - SEREC AUDIT - 21 rue Leriche - 75015 PARIS

Directeur général : Hubert Dumont Saint Priest
Directeur financier : Marie-Carmen Cambon

Lettre du Président

2014 a été marquée par un nouveau recul des mises en chantier (378 561 en 2011, 346 500 en 2012, 331 000 en 2013, 297 532 en 2014) et des permis de construire (- 12 % par rapport à 2013). Elle a, aussi, vu une chute de la production de -2,9 % et de - 5,8 % du nombre de prêts contrastant avec l'évolution observée en 2013 (+ 29,7 %).

Les taux des crédits immobiliers pour le mois de décembre 2014 ont continué sur la tendance qui a prévalu pendant toute l'année 2014 et ont fini sur les plus bas de l'année.

Ce même exercice a été marqué principalement par l'adoption de plusieurs lois :

- la "Loi Hamon" le 17 mars 2014 a instauré de nouvelles règles qui assouplissent la procédure de résiliation d'un contrat d'assurance. La résiliation de l'assurance emprunteur est désormais possible dans le délai de douze mois suivant la signature de l'offre de prêt, sans frais.
- La loi loi pour l'Accès au logement et urbanisme rénové (ALUR) a été publiée au J.O. le 24 mars 2014. Elle modifie un certain nombre de mesures qui traitent du logement et les règles d'urbanisme en matière de logement.
  La loi ALUR est organisée en quatre titres et traite particulièrement de la mise en place d'une Garantie Universelle des Loyers (GUL) pour protéger gratuitement tous les propriétaires du risque d'impayés et permettre aux locataires en difficulté de bénéficier d'un accompagnement pour limiter les cas d'expulsion. Le projet de GUL est mort-né.
  La loi ALUR intervient, par ailleurs, dans le prolongement d'autres réformes législatives, comme la mise en place d'un dispositif d'incitation à l'investissement locatif (loi de finances 2013), la loi de mobilisation du foncier public du 18 janvier 2013 et la loi autorisant le gouvernement à recourir à des ordonnances pour accélérer les projets de construction.
- Dans plusieurs de ses articles, la loi "Duflot" ALUR a été réformée par Sylvia Pinel, ministre en charge du logement. C'est notamment le cas des mesures positives d'encouragement à l'investissement locatif. Les modifications sont entrées en vigueur le 1er janvier 2015 mais avec une rétroactivité au 1er septembre 2014.

Enfin, contrairement à ce qui était espéré, le statut de la mutualité européenne n'a pas été adopté par la commission précédente et est donc reporté sine die.

Pour vos mutuelles et sur le plan institutionnel, nous avons poursuivi les efforts déjà engagés pour une à une gouvernance toujours plus efficace et responsable :

- Poursuite des travaux pour la préparation au passage à solvabilité 2, en vue de la transposition de la directive européenne qui doit intervenir d'ici le 31 mars 2015.
  Dans la cadre de cette directive, les Conseils d'Administration de MUTLOG et MUTLOG Garanties ont établi une politique écrite de gestion des risques qui vise :
  - à décrire les dispositifs existants en termes de pilotage et maîtrise des risques.
  - à définir des règles de gestion globale des risques (objectifs et seuils de tolérance en termes de niveaux de fonds propres et de rentabilité), et plus spécifiquement par catégorie de risques.
- Le comité d'audit et de gestion des risques a poursuivi sa mission, sous l'égide des conseils d'administration et a fixé plus particulièrement l'objectif cible de la rédaction d'une charte du Contrôle Interne pour le second trimestre 2015.

C'est avec satisfaction que nous constatons qu'au plan économique, les résultats sont en lignes avec les objectifs. L'amélioration de notre production est l'axe majeur pour 2015. Aussi en 2014, le résultat est bénéficiaire et la production s'est améliorée. Ce dernier point reste un axe majeur pour 2015.

Dans le contexte économique difficile, nous avons lancé des actions avec nos partenaires historiques et le courtage.

Nous nous félicitons du renforcement des liens avec le Crédit Coopératif. Le partenariat initié avec la MATMUT a débuté de manière très satisfaisante. Notre production auprès de cette Mutuelle est amenée à croître sensiblement en 2015.

Aussi, dans le respect d'une fréquence triennale, 2015 verra l'organisation d'un séminaire stratégique entre membres du bureau des mutuelles et cadres administratifs. A ces travaux participeront simultanément le Directeur général de notre réassureur et notre actuaire conseil.

Par ailleurs, nous avons constitué un Comité stratégique chargé de se saisir de questions de société où la problématique logement occupe une place majeure et construire, avec l'ACMIL, une réponse porteuse de véritables plus-values sociétales.

L'objet assigné vise à toujours parfaire la situation de "L'homme au cœur du Logement" en façonnant notamment des solutions d'accès ou/et maintien dans les lieux- qui participent de la prévoyance.

Enfin, la commission d'étude et de réflexion, dont la mission est d'abord prospective, continue sa démarche afin de contribuer au développement de l'offre MUTLOG aux plans des micro-crédits personnels comme professionnels.

Le Président
Philippe Brunet

1 - La vie de vos mutuelles

L'assemblée générale

Les délégués de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont été convoqués en assemblée générale le 12 juin 2014.

Les conseils d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont, lors de leur séance du 18 décembre 2013, fixé les élections à la mi-décembre 2014, sur la base de quatre sections et à raison d'un délégué pour 5 000 adhérents. A la suite d'un appel d'offre, la société VOXALY a été choisie pour l'organisation de ces élections (appel à candidature puis scrutin). Les membres de la commission électorale, Philippe Brunet, Jean Frébourg, Yvon Mansion, désignés par les bureaux de MUTLOG et de MUTLOG Garanties, se sont réunis, le 12 décembre, afin d'examiner et de valider les résultats des élections de renouvellement des délégués de sections (scrutin ouvert le 7 novembre et clos le 8 décembre 2014), soit 46 délégués élus.

Les résultats des élections sont les suivants :

Nb d'inscrits : 225 404 Suffrages exprimés : 5 384

Nb de votants : 5 704 Blancs / Nuls : 290

Participation : 2,53 %

48 délégués ont été élus :

	Nombre d'adhérents	Nombre de délégués	Nombre de candidats
Section 1	55 803	12	30
Section 2	51 678	11	71
Section 3	57 066	12	61
Section 4	60 857	13	96
	225 404	**48**	**258**

Le conseil d'administration

Les conseils d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont pris acte de la désignation de Jean-Yves Viau comme administrateur, en remplacement d'Armand Gihan, pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'à l'assemblée générale de 2017, statuant sur les comptes de 2016.

Les conseils d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont pris acte de la désignation par la CGT, d'Alain Faccini, pour la représenter au conseil d'administration, en remplacement de Bernard Faggiolo, pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'à l'assemblée générale de 2017, statuant sur les comptes de l'exercice 2016.

Les conseils d'administration ont été réunis 6 fois. Le taux de présence des administrateurs aux réunions a été de 79,05 % (76,03 % en 2013 ; 80,95 % en 2012 ; 67 % en 2011). Les bureaux de vos mutuelles se sont réunis 4 fois.

Les administrateurs ont adopté :
- le rapport de solvabilité
- l'état C6bis
- le cadre de référence de la politique de placements 2015

Ils ont désigné 2 correspondants TRACFIN suppléants (Jacques Decker et Jacques Frénéa) ainsi que l'intégralité des responsables de services (Sylvie Lindenbaum, Nelly Redrado et Frédéric Suranyi).

Les administrateurs ont été régulièrement informés des évolutions législatives et réglementaires intéressant les mutuelles. Des membres du bureau participent régulièrement aux conférences de l'ACPR et de MUTRé.

L'information des administrateurs a été poursuivie tout au long de l'année, à travers une revue de presse (sur les thèmes du logement, du crédit et de l'assurance emprunteur, de la mutualité, de la dépendance, de la gouvernance et du contrôle, de solvabilité 2, de la jurisprudence, etc.) et la diffusion de documents. Ainsi ont-ils été notamment destinataires de :

- "L'assurance emprunteur" Observatoire des Crédits aux Ménages - janvier 2014.
- "Les retraités et leur logement" synthèse du colloque du Conseil d'Orientation des Retraites du 18 novembre 2013 - février 2014
- "Situation de l'immobilier résidentiel en France" Service des études économiques du Crédit Agricole - avril 2014
- "Dossier gouvernance" Argus de l'assurance - juin 2014
- "Immobilier en France : à deux vitesses" Service des études économiques du Crédit Agricole - juillet 2014
- "Plan de relance de la construction de logements" dossier de presse du gouvernement - septembre 2014
- "Le financement de l'habitat en 2013" ACPR - septembre 2014
- "Cautionnement bancaire immobilier : des pratiques sujettes à caution" UFC-QUE CHOISIR - septembre 2014.
- "Convention quinquennale 2015-2019 entre l'Etat et L'UESL-Action Logement" - décembre 2014

Les administrateurs sont couverts par un contrat d'assurance "responsabilité des administrateurs et des dirigeants de mutuelles". Les délégués mutualistes bénéficient d'une assurance dans le cadre de l'exercice de leur mandat.

Comité financier

Présidé par Martine Vély, le comité financier qui a un rôle de consultation, a pour mission d'assister le conseil d'administration dans sa définition stratégique comme dans sa gouvernance de la politique des placements.

Il s'est réuni quatre fois au cours de l'exercice. Il mène une réflexion sur l'allocation des actifs et leur adossement aux passifs, en tenant compte du niveau de risque souhaité et de la consommation de fonds propres associée.

Comité d'audit et de gestion des risques

Créé en 2007, le comité d'audit compte 7 membres, élus pour 3 ans. Il s'est réuni 8 fois au cours de l'exercice. Présidé par François Yence, le Comité d'Audit et de Gestion des Risques a notamment travaillé sur les différentes provisions, l'entrée en fiscalité, la réassurance, le taux de chute entre les devis et les dossiers enregistrés. Il a examiné le rapport du contrôle interne de l'exercice 2014, auditionné les commissaires aux comptes dans le cadre de l'arrêté des comptes 2014. Régulièrement est présenté un rapport sur son activité au conseil d'administration.

	Travaux du comité d'audit
12 février 2014	• Préparation planning des travaux 2014 • Gestion des risques majeurs : actuariat • Suivi des tables et détermination des seuils d'alerte • Détermination des ratios sur les nouvelles souscriptions
26 mars 2014	• Revue du rapport de contrôle interne • Procédure TRACFIN • Analyse de la base incident • PCA/PCI • Suivi des mises en œuvre des décisions du Conseil d'Administration
24 avril 2014	• Analyse des états financiers arrêtés au 31 décembre 2013 • Comptes sociaux, comptes combinés et annexes • Rapport de solvabilité • Test d'exigibilité (C6 bis) • Audition des commissaires aux comptes dans le cadre de l'arrêté des comptes 2013
11 juin 2014	• Elaboration d'un document de synthèse sur la gestion des risques de l'entreprise
18 septembre 2014	• Exercice de préparation à Solvabilité 2 de septembre 2014
22 octobre 2014	• Processus de commissionnement • Processus courtage
26 novembre 2014	• Présentation de la mission des commissaires aux comptes pour les comptes 2014 • Cartographie des risques
17 décembre 2014	• Document sur la gestion des risques et les seuils d'appétence aux risques • Planning des travaux 2015

Comité produits

Présidé par Thierry le Bozec, le comité produits s'est réuni deux fois au cours de l'exercice. Son objet est de constituer un lieu d'échange et de travail sur l'élaboration de nouveaux produits. Assisté par les collaborateurs de la mutuelle, il est composé d'administrateurs particulièrement au fait des questions d'assurance et de crédit, comme proches d'associations de consommateurs. Il est ainsi constitué : Frédéric Brossier, Jean-Baptiste Dolci, Jean-Marc Harmand, Thierry Le Bozec (animateur).

Comité des rémunérations

Le comité des rémunérations, constitué du président de la mutuelle, Philippe Brunet, du 1er vice-président, Jean Frébourg, et du trésorier général, Martine Vély s'est réuni une fois au cours de l'exercice.

Commission d'étude et de réflexion Banques, économie sociale et solidaire, microcrédit, associations de consommateurs

La commission animée par Jean Frébourg - accompagné d'un groupe de plusieurs administrateurs (membres permanents : Hervé Chiaroni, Jean-Baptiste Dolci, Frédéric Brossier ; selon les sujets abordés :

Erwan Audouit et Jean-Marc Harmand), avec le concours de l'équipe administrative a poursuivi son investigation sur les différents secteurs propres à apporter de l'activité à l'entreprise, avec pour objectif :

1. Contribuer au développement de l'offre MUTLOG au plan du micro-crédit personnel et professionnel

2. Approcher les banques privées qui conservent une autonomie
3. Faire le point sur l'accueil en assurance de personnes présentant un risque aggravé de santé
4. Rencontrer les associations de consommateurs.

Commission reporting

Le conseil d'administration du 23 octobre 2014 a décidé la création de la commission reporting, dont la mission est de déterminer une présentation d'indicateurs clés pertinents pour la communication interne et celle destinée au public. La commission est constituée de Philippe Brunet, Jean de Mathan et Martine Vély.

Désignation d'un administrateur référent sur Solvabilité 2

Christophe Ollivier, 2ème vice-président du conseil d'administration est l'administrateur référent sur le dossier solvabilité 2. Il lui appartient d'intervenir devant le conseil d'administration ou le bureau chaque fois que le président ou lui-même le juge nécessaire, en fonction de l'évolution du dossier.

Les relations avec la Fédération

MUTLOG et MUTLOG Garanties ont renouvelé leur adhésion à la FNMF, à MUTRé Union, à l'UNPMF et à l'Union du Système Fédéral de Garanties.

Le partenariat avec MUTRé SA est toujours très actif. MUTRé SA est étroitement associé à la préparation de la tarification proposée par MUTLOG aux différentes entreprises avec lesquelles elle contracte un partenariat.

François Yence participe aux travaux du CMPR.

Hubert Dumont Saint Priest siège au conseil d'administration de MUTRé Union et, avec Marie-Carmen Cambon, dans différents groupes de travail du CMPR.

Jacques Decker participe au groupe de travail sur les questions européennes ainsi qu'au groupe de travail "partenariats" lancé par la FNMF pour la mise en forme d'un projet stratégique.

MUTLOG a participé à plusieurs manifestations et conforté sa politique de relations avec des tierces institutions

Vos mutuelles ont participé aux différents groupes de travail, cercles et journées proposés par la Mutualité Française et par MUTRé, comme le Cercle Finance et Mutualité ou le groupe Europe et Mutualité.

Toujours au chapitre des relations avec des tierces institutions, le conseil d'administration de MUTLOG a décidé le renouvellement de l'adhésion de la mutuelle à l'ADOM (Association des Directeurs d'Organismes de Mutualité), au CJDES (Centre des Jeunes Dirigeants de l'Economie Sociale), à l'UNIOPSS (Union Nationale Interfédérale des Œuvres et Organismes Privés Sanitaires et Sociaux), au CIRIEC (Centre International de Recherche et d'Information sur l'Economie Publique, Sociale et Coopérative), à TEDIS (Territoire et Dialogue social) et à ICOSI (Institut de Coopération Sociale International), ainsi qu'à l'AEPL (Associations des Entreprises pour le Logement) et à l'UNPI (Union nationale de la Propriété Immobilière), à l'association LUPUS+, à l'association HTAP (Association des Malades souffrant d'Hypertension Artérielle Pulmonaire), à l'OCIRP (Organisme Commun des Institutions de Rente et de Prévoyance) et au Cercle Europe et Economie Sociale. Comme chaque année, ces adhésions sont soumises à la ratification de l'assemblée générale.

L'organisation interne

Le projet GED (Gestion Electronique des Données) a débuté et significativement avancé tout au long de l'exercice.

2 - Activité de l'exercice

2.1 Production de l'exercice 2014

L'activité de l'exercice est caractérisée par les nouvelles souscriptions.

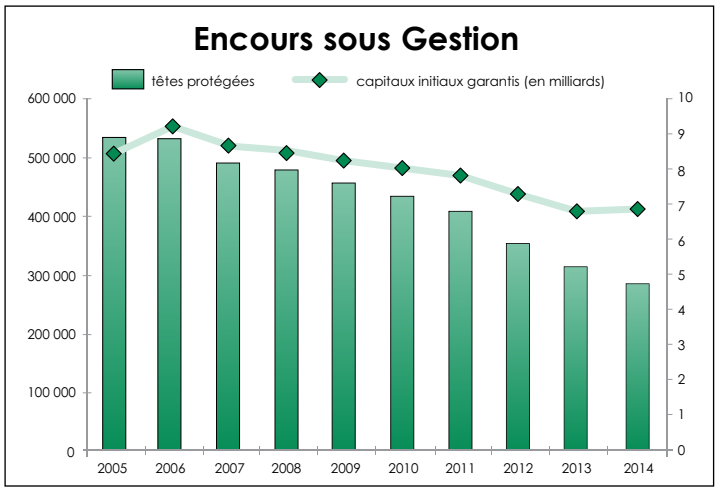
La production de l'exercice représente 12 468 dossiers en souscriptions (en 2013 : 11 044 dossiers, en 2012 : 11 821 dossiers, en 2011 : 18 847 dossiers) pour 582 millions d'euros de capitaux initiaux (en 2013 : 458,90 millions d'euros, en 2012 : 405,2 millions, en 2011 : 563 millions)

2.2 Encours en gestion au 31 décembre 2014 :

L'encours en gestion représente :

	2014	2013	2012
Décès - Perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA)			
têtes protégées	287 699	316 220	355 219
capitaux initiaux (milliards d'euros)	6,88	6,85	7,32
Incapacité			
têtes protégées	177 819	205 118	233 021
capitaux initiaux (milliards d'euros)	4,55	4,64	4,96
Chômage			
têtes protégées	43 510	53 260	63 192
capitaux initiaux (milliards d'euros)	0,69	0,81	0,91

Au regard des différentes périodes de souscription, au 31 décembre, le segment des prêts bancaires représentent plus de 84 % des encours placés sous gestion.



Les appels de cotisations émis au cours de l'exercice s'élèvent à **19,26 millions d'euros** sur l'ensemble des branches d'activité.

	2014	2013	2012
Cotisations émises (en millions d'euros)			
Décès - perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA)	10,50	10,76	10,88
Incapacité	7,37	8,02	8,68
Chômage	1,39	1,72	1,99
	19,26	**20,50**	**21,55**

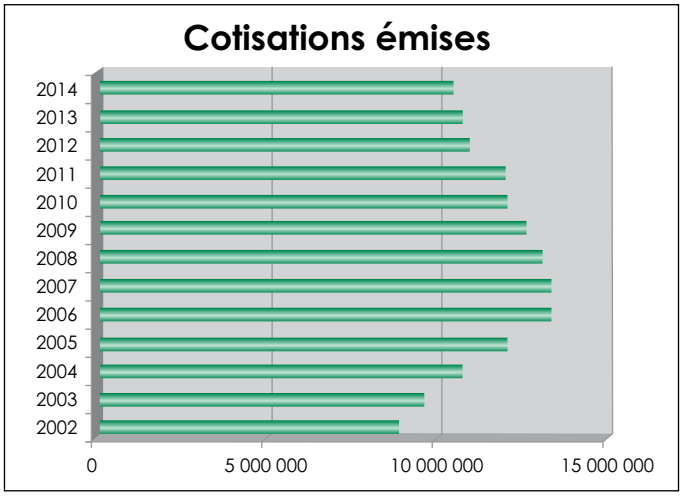
3 - Rapport MUTLOG

MUTLOG est constituée des souscriptions en garantie décès des emprunteurs.

L'encours de fin d'exercice représente 287 699 adhérents pour l'équivalent de 6,88 milliards d'euros de capitaux d'origine.

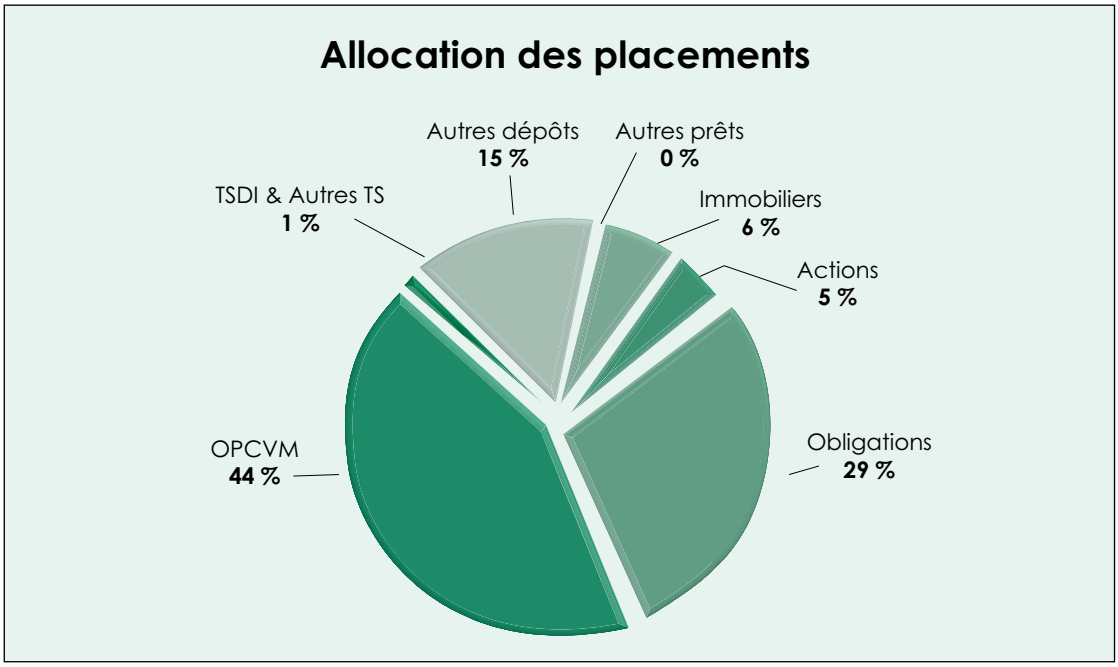
Les cotisations émises sont de 10,50 millions d'euros au cours de l'exercice.

L'évolution au cours des dernières années est représentée sur le graphique ci-contre :



Les engagements et la sécurité des engagements sont constitués à l'actif d'un portefeuille de valeurs mobilières de placements de 47,469 millions d'euros.
L'allocation d'actif est constituée de :

	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur nette au 31/12/2014	Valeur de réalisation au 31/12/2014
- I - Placements (détail des postes A2 et A3 de l'Actif)			
Total 1 - Placements immobiliers et placements immobiliers en cours	3 133 856,02	2 696 862,64	3 912 402,78
Total 2 - Actions et autres titres à revenus variables autres que les parts d'OPCVM	2 142 821,88	2 001 268,16	2 304 608,22
Total 3 - Parts d'OPCVM autres que celles visées au point 4	21 182 730,14	21 182 730,14	21 406 335,44
Total 4 - Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenus fixes	-	-	-
Total 5 - Obligations et autres titres à revenus fixes	14 255 332,11	14 255 332,11	16 004 636,85
Total 6 - Prêts hypothécaires	-	-	-
Total 7 - Autres prêts et effets assimilés	32 770,91	32 770,91	32 770,91
Total 8 - Dépôts auprès des cédantes	-	-	-
Total 9 - Dépôts (autres que le 8) et cautionnement en espèces	7 300 000,00	7 300 000,00	7 300 000,00
Total 10 - Actifs représentatifs des opérations en UC	-	-	-
Total des lignes 1 à 10	**48 047 511,06**	**47 468 963,96**	**50 960 754,2**



Conformément à l'état ministériel, la représentation des engagements réglementés se décompose comme suit :

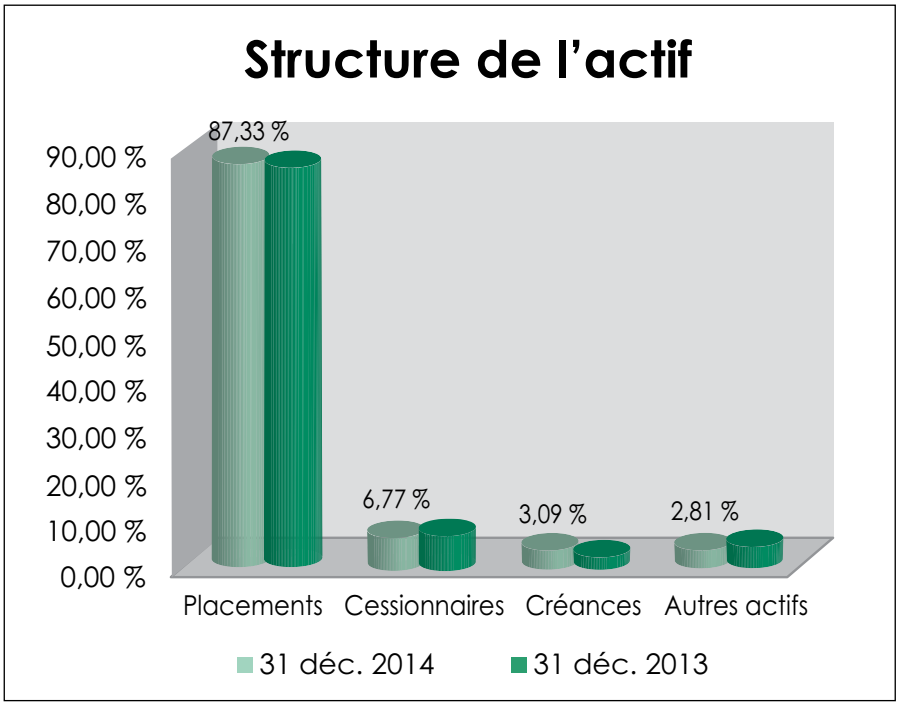
	2014	2013	2012
Provision d'assurance vie	2 480 323	2 115 524	2 180 598
Provisions pour sinistres à payer	3 712 726	4 159 947	4 253 290
Provision pour participation aux excédents	7 024 170	7 024 170	7 024 170
Provision pour égalisation	-	-	-
Provision pour risque d'exigibilité des engagements techniques	-	-	-
Réserve de capitalisation	45 443	45 443	45 443
Dettes privilégiées	15 379	18 530	168 777
Total des passifs réglementés (A)	**13 278 040**	**13 363 614**	**13 672 277**

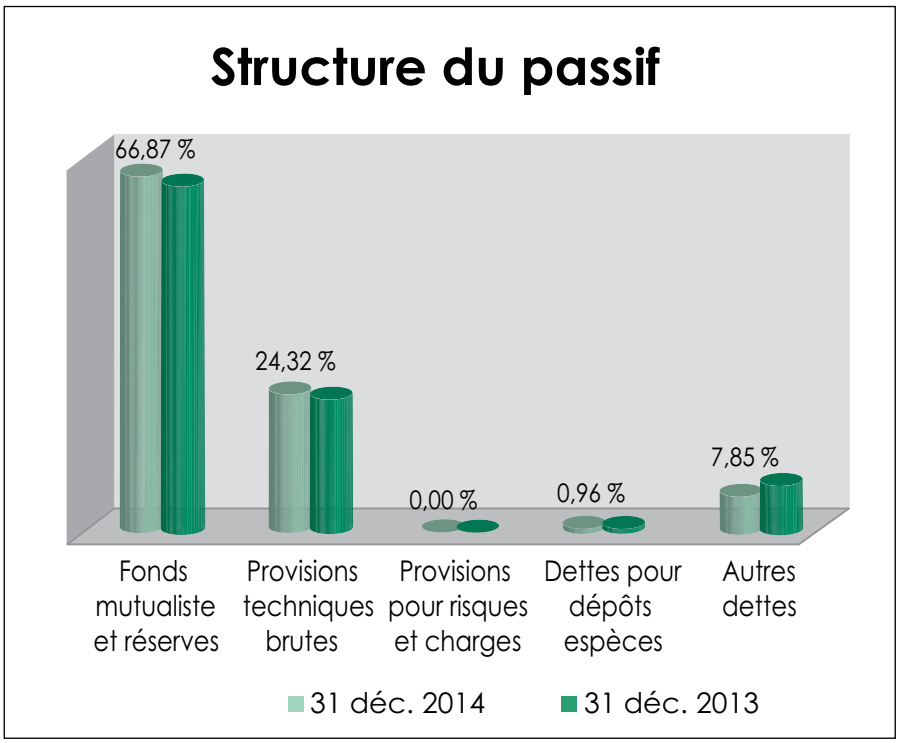
	2014	2013	2012
Base de la dispersion visée à l'article R.212-32 (A-B)	13 278 040	13 363 614	13 672 277
Valeurs couvrant les engagements pris dans le cadre d'opérations relevant de la branche 25 de l'article R.211-2	-	-	-
Autres placements mentionnés du 1° au 17° de l'article R.212-31	44 772 101	45 648 602	43 059 210
Dépôts mentionnés au 18° de l'article R 212-31			
Intérêts courus des placements mentionnés à l'article R 212-31	461 120	527 547	423 442
Créances garanties sur les réassureurs mentionnées à l'article R 212-35	3 349 183	3 556 924	4 759 473
Total des placements et actifs assimilés	**48 582 404**	**49 733 074**	**48 242 124**

En conséquence, le ratio de couverture des **"placements et actifs assimilés rapportés aux passifs réglementés"** est de :

	2014	2013	2012
Ratio des placements et actifs assimilés	3,66	3,72	3,53

Les comptes sociaux de MUTLOG





Bilan des comptes sociaux de MUTLOG - SIREN 325.942.969

ACTIF (en euros)	31 déc. 2014	31 déc. 2013
A1 - Actifs incorporels	**36,00**	**36,00**
A2 - Placements (A2a + A2b + A2c + A2d)	**47 468 963,96**	**48 251 139,28**
A2a - Terrains et constructions	2 696 862,64	2 602 537,16
A2b - Placements dans les entreprises liées et dans des entreprises avec un lien de participation	-	-
A2c - Autres placements	44 772 101,32	45 648 602,12
A2d - Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes	-	-
A3 - Placements représentant les prov. techn. afférentes aux op. en UC	**-**	**-**
A4 - Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	**3 679 523,10**	**3 969 843,00**
A4a - Provisions pour cotisations non acquises (Non-Vie)	-	-
A4b - Provisions d'assurance Vie	844 926,65	754 360,27
A4c - Provisions pour prestations à payer (Vie)	2 834 596,45	3 215 482,73
A4d - Provisions pour prestations à payer (Non-Vie)	-	-
A4e - Provisions pour participation aux excédents et ristournes (Vie)	-	-
A4f - Provisions pour participation aux excédents et ristournes (Non-Vie)	-	-
A4g - Provisions pour égalisation (Vie)	-	-
A4h - Provisions pour égalisation (Non-Vie)	-	-
A4i - Autres provisions techniques (Vie)	-	-
A4j - Autres provisions techniques (Non-Vie)	-	-
A4k - Provisions techniques des opérations en unités de comptes	-	-
A5 - Part des garants dans les engagements techniques donnés en substitution	**-**	**-**
A6 - Créances (A6a + A6b + A6c)	**1 682 166,81**	**1 344 748,84**
A6a - Créances nées d'opérations directes et de prises en substitution	1 495 402,20	1 337 346,35
A6aa - Cotisations restant à émettre	1 122 791,60	1 034 637,71
A6ab - Autres créances nées d'opérations directes et de prises en substitution	372 610,60	302 708,64
A6b - Créances nées d'opérations de réassurance et de cessions en substitution	-	-
A6c - Autres créances (A6ca + A6cb + A6cc)	186 764,61	7 402,49
A6ca - Personnel		-
A6cb - Etat, organismes sociaux, collectivités publiques	186 014,90	7 402,49
A6cd - Débiteurs divers	749,71	-
A7 - Autres actifs (A7a + A7b)	**989 615,01**	**1 007 058,70**
A7a - Actifs corporels d'exploitation	545 707,24	632 633,46
A7b - Avoirs en banque - CCP - Caisse	443 907,77	374 425,24
A8 - Comptes de régularisation - Actif (A8a + A8b + A8c + A8d)	**535 958,46**	**623 540,01**
A8a - Intérêts et loyers acquis non échus	461 119,87	527 547,08
A8b - Frais d'acquisition reportés (Vie)	-	-
A8c - Frais d'acquisition reportés (Non-Vie)	-	-
A8d - Autres comptes de régularisation	74 838,59	95 992,939
A9 - Différences de conversion	**-**	**-**
Total de l'Actif (A1 + A2 + A3 + A4 + A5 + A6 + A7 + A8 + A9)	**54 356 263,34**	**55 196 365,83**

PASSIF (en euros)	31 déc. 2014	31 déc. 2013
B1 - Fonds mutualistes et réserves (B1.1 + B1.2)	**36 350 429,22**	**35 993 915,55**
B1.1 - Fonds propres (B1a + B1b + B1c + B1d + B1e)	36 350 429,22	35 993 915,55
B1a - Fonds de dotation sans droit de reprise	6 500 000,00	6 500 000,00
B1b - Ecart de réévaluation	-	-
B1c - Réserves	29 493 915,55	28 526 773,81
B1d - Report à nouveau	-	-
B1e - Résultat de l'exercice	356 513,67	967 141,74
B1.2. - Autres Fonds Mutualistes (B1f + B1g)	-	-
Total B1f - Fonds de dotation avec droit de reprise	-	-
Total B1g - Subventions nettes	-	-
B2 - Passif subordonné	**-**	**-**
B3 - Provisions techniques brutes	**13 217 218,04**	**13 299 640,64**
B3a - Provisions pour cotisations non acquises (non Vie)	-	-
B3b - Provisions d'assurance vie	2 480 322,54	2 115 523,93
B3c - Provisions pour prestations à payer (Vie)	3 712 725,48	4 159 946,69
B3d - Provisions pour prestations à payer (non Vie)	-	-
B3e - Provision pour participation aux excédents et ristournes (Vie)	7 024 170,02	7 024 170,02
B3f - Provision pour participation aux excédents et ristournes (non Vie)	-	-
B3g - Provisions pour égalisation (Vie)	-	-
B3h - Provisions pour égalisation (non Vie)	-	-
B3i - Autres provisions techniques (Vie)	-	-
B3j - Autres provisions techniques (non Vie)	-	-
B4 - Provisions techniques des opérations en unités de compte	**-**	**-**
B5 - Engagements techniques sur opérations données en substitution	**-**	**-**
B6 - Provisions pour risques et charges	**-**	
B7 - Fonds dédiés	**-**	**-**
B8 - Dettes pour dépôts espèces reçus des cessionnaires	**521 426,65**	**620 360,27**
B9 - Autres dettes (B9a + B9b + B9c + B9d)	**4 150 930,67**	**5 177 039,56**
B9a - Dettes nées d'opérations directes et prises de substitution	1 249 947,84	1 627 755,54
B9b - Dettes nées d'opérations de réassurance et de cessions en substitution	1 659 652,29	2 631 592,00
B9c - Dettes envers les établissements de crédit	-	-
B9d - Autres dettes (B9da + B9db + B9dc + B9dd)	1 241 330,54	917 692,02
B9da - Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus	50 500,00	-
B9db - Personnel	-	-
B9dc - Etat, organismes sociaux, collectivités publiques	15 379,46	18 530,10
B9dd - Créditeurs divers	1 175 451,08	899 161,92
B10 - Comptes de régularisation - passif	**116 258,76**	**105 409,81**
B11 - Différence de conversion	**-**	**-**
Total du passif (B1 + B2 + B3 + B4 + B5 + B6 + B7 + B8 + B9 +B10 + B11)	**54 356 263,34**	**55 196 365,83**

Engagements donnés au GIE de moyens le "GIE GROUPE ACMIL" :
Responsabilité indéfinie et solidaire

Le résultat excédentaire de l'exercice de 356 514 euros se répartit entre :

	2014	2013	2012
Résultat technique net de cession et hors produits financiers	-807 534	-108 071	346 321
Résultat sur les opérations financières	1 413 339	1 306 874	1 340 925
Résultat sur les opérations non techniques et IS	-249 291	-231 661	-298 948
Résultat de l'exercice	**356 514**	**967 142**	**1 388 298**

Le résultat fiscal

Le calcul du résultat net comptable fait l'objet de retraitements extra-comptables :

- Ecarts de réévaluations extra-comptables dus aux retraitements de certains éléments d'actif et de passif inscrits en franchise d'impôts au bilan d'ouverture du 1er janvier
- Réintégrations extra-comptables
- Déductions extra-comptables

	31/12/2014	31/12/2013
Résultat net comptable	**356 513,67**	**967 141,74**
Ecart de valorisation extra comptable	40 863,50	-44 268,13
Réintégrations extra-comptables	433 583,50	317 198,71
Réductions extra-comptables	-10 005,12	-15 239,07
Résultat fiscal	**739 228,55**	**1 224 833,25**

En application de l'article 88 de la loi de finance rectificative pour 2006 modifié en 2011 :

> le résultat fiscal a été réduit pour l'exercice 2012 de 60 %, pour l'exercice 2013 de 40 % pour le calcul de l'impôt, et

> A compter de l'exercice 2014, la base d'imposition est à 100 %

Le chiffre d'affaires fiscal s'élève à 6 419 737 euros. Il est inférieur à 7 630 000 euros, ce qui permet l'application du taux réduit de 15 % sur une quote-part de résultat.

L'impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les sociétés est calculé :

- au taux réduit de 15 % sur la fraction du résultat imposable de 38 120 euros.
- au taux de 33 1/3 % sur le solde du résultat imposable dépassant le premier seuil.

	31/12/2014	31/12/2013
Résultat fiscal	**739 228,55**	**1 224 833,25**
Mouvement extra comptable de la réserve de solvabilité	-	489 933,30
Résultat soumis à l'IS	739 228,55	734 899,95
IS au taux réduit de 15 %	5 718,00	5 718,00
IS au taux de 33,33 %	233 679,48	232 236,76
Montant de l'impôt	***239 397,48***	***237 954,76***
CICE	-23 288,98	-14 827,08
Montant de l'IS à payer	216 108,50	223 127,68

Comptes de résultat technique de MUTLOG - branche vie
SIREN 325.942.969

	Période du 01/01/2014 au 31/12/2014				2013
	Opérations brutes totales (A)	Opérations données en substitution (B)	Cessions et rétrocessions (C)	Opérations nettes (A - B - C)	Opérations nettes
E1 - Cotisations	**10 499 402,20**	**-**	**6 506 970,98**	**3 992 431,22**	**4 046 643,67**
E2 - Produits des placements (E2a + E2b + E2c)	**1 982 623,70**	**-**	**-**	**1 982 623,70**	**1 620 800,93**
E2a - Revenus des placements	828 427,25	-	-	828 427,25	910 631,90
E2b - Autres produits des placements	460 428,81	-	-	460 428,81	300 503,55
E2c - Produits provenant de la réalisation des placements	693 767,64	-	-	693 767,64	409 665,48
E3 - Ajustements ACAV (plus values)	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
E4 - Autres produits techniques	**6 127,25**	**-**	**-**	**6 127,25**	**11 082,69**
E5 - Charge des prestations (E5a + E5b)	**-5 305 503,10**	**-**	**-3 953 167,46**	**-1 352 335,64**	**-1 556 886,37**
E5a - Prestations et frais payés	-5 752 724,31	-	-4 334 053,74	-1 418 670,57	-1 400 087,93
E5b - Charge des provisions pour prestations à payer	447 221,21	-	380 886,28	66 334,93	-156 798,44
E6 - Charge des provisions d'assurance vie et autres provisions techniques (E6a + E6b + E6c + E6d)	**-358 362,86**	**-**	**-90 566,38**	**-267 796,48**	**12 202,25**
E6a - Provisions d'assurance vie	-358 362,86	-	-90 566,38	-267 796,48	12 202,25
E6b - Provisions pour opérations en unités de compte	-	-	-	-	-
E6c - Provision pour égalisation	-	-	-	-	-
E6d - Autres provisions techniques	-	-	-	-	
E7 - Participation aux résultats	**-6 435,75**	**-**	**-108 766,40**	**102 330,65**	**102 491,66**
E8 - Frais d'acquisition et d'administration (E8a + E8b - E8c)	**-3 874 545,26**	**-**	**-598 504,96**	**-3 276 040,30**	**-2 706 962,14**
E8a - Frais d'acquisition	-1 739 868,62	-	-	-1 739 868,62	-1 653 143,25
E8b - Frais d'administration	-2 134 676,64	-	-	-2 134 676,64	-1 681 494,02
E8c - Commissions reçues des réassureurs et des garants en substitution	-	-	-598 504,96	598 504,96	627 675,13
E9 - Charges des placements (E9a + E9b + E9c)	**-569 284,27**	**-**	**-**	**-569 284,27**	**-313 927,24**
E9a - Frais de gestion interne et externe des placements et intérêts	-155 016,83	-	-	-155 016,83	-109 596,19
E9b - Autres charges des placements	-129 646,98	-	-	-129 646,98	-132 190,35
E9c - Pertes provenant de la réalisation des placements	-284 620,46	-	-	-284 620,46	-72 140,70
E10 - Ajustements ACAV (moins-values)	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
E11 - Autres charges techniques	**-12 251,67**	**-**	**-**	**-12 251,67**	**-16 642,92**
E12 - Produits des placements transférés au compte non-technique	**-1 119 713,72**	**-**	**-**	**-1 119 713,72**	**-1 036 485,51**
Résultat technique des opérations Vie (E1 + E2 + E3 + E4 - E5 - E6 - E7 - E8 - E9 - E10 - E11 - E12)	**1 242 056,52**	**-**	**1 755 965,78**	**-513 909,26**	**162 317,02**

Comptes de résultat non technique de MUTLOG branche vie - SIREN 325.942.969

	2014	2013
F1 - Résultat technique des opérations Non-Vie	-	-
F2 - Résultat technique des opérations Vie	-513 909,26	162 317,02
F3 - Produits des placements (F3a + F3b + F3c)	-	-
F3a - Revenus des placements	-	-
F3b - Autres produits des placements	-	-
F3c - Profits provenant de la réalisation des placements	-	-
F4 - Produits des placements alloués du compte technique vie	1 119 713,72	1 036 485,51
F5 - Charges des placements (F5a + F5b + F5c)	-	-
F5a - Frais de gestion interne et externe des placements et des frais financiers	-	-
F5b - Autres charges des placements	-	-
F5c - Pertes provenant de la réalisation des placements	-	-
F6 - Produit des placements transférés au compte technique non-vie	-	-
F7 - Autres produits non techniques	-	-
F8 - Autres charges non techniques (F8a + F8b)	-113,01	-1 574,80
F8a - Charges à caractère social	-	-
F8b - Autres charges non techniques	-113,01	-1 574,80
F9 - Résultat exceptionnel (F9a - F9b)	-9 780,30	2 761,77
F9a - Produits exceptionnels	4 893,56	3 090,02
F9b - Charges exceptionnelles	-14 673,86	-328,25
F10 - Impôts sur le résultat	-239 397,48	-232 847,76
F11 - Solde intermédiaire (F1 + F2 + F3 + F4 - F5 - F6 + F7 - F8 + F9 - F10)	356 513,67	967 141,74
F12 - Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	-	-
F13 - Engagements à réaliser sur ressources affectées	-	-
F14 - Résultat de l'exercice (F11 + F12 - F13)	356 513,67	967 141,74

La marge de solvabilité :	2014	2013	2012
Marge requise sur les provisions mathématiques	81 331	71 928	74 140
Marge requise sur les capitaux sous risque	4 015 959	3 952 580	4 430 215
Total des 2 résultats = Exigence minimale de MS	4 100 289	4 024 508	4 504 355

La marge de solvabilité (MS) est constituée de :	2014	2013	2012
Fonds d'établissement	6 500 000	6 500 000	6 500 000
Réserves réglementaires ou libres ne correspondant pas aux engagements, y inclus la réserve de capitalisation	29 850 393	29 493 880	28 526 738
Total de la marge constituée	36 350 393	35 993 880	35 026 738
Ratio de Marge	8,87	8,94	7,78

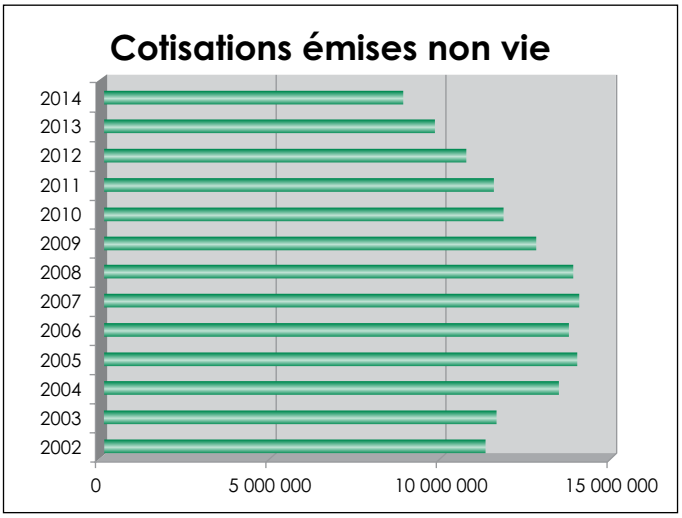
Le ratio MS / MSM est supérieur de plus de 8 fois à la marge minimale requise.
Le ratio de marge est d'un niveau jugé suffisant, sachant que les fonds propres de MUTLOG sont constitués sans avoir recours aux emprunts subordonnés.

4 - Rapport MUTLOG Garanties

MUTLOG GARANTIES est constituée des souscriptions en garanties incapacité, invalidité et perte d'emploi indemnisée des emprunteurs.
L'encours de fin d'exercice représente :

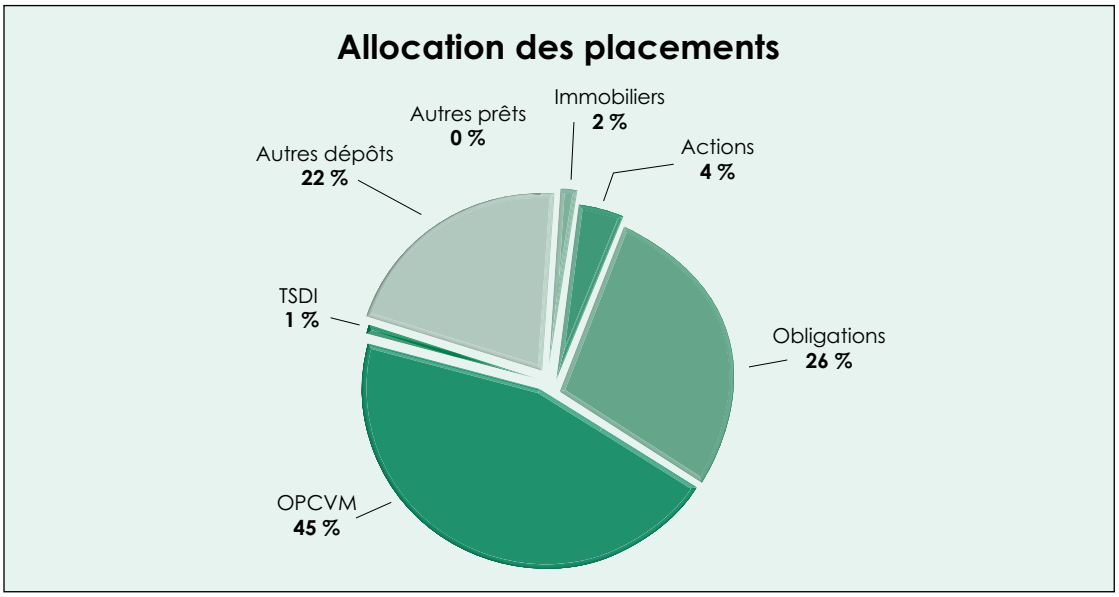
- en garantie incapacité : 177 819 adhérents pour l'équivalent de 4,55 milliards d'euros de capitaux d'origine.
- en garantie perte d'emploi : 43 510 adhérents pour l'équivalent de 0,69 milliard d'euros de capitaux d'origine.

Les cotisations émises sur l'ensemble de ces garanties sont de 8,763 millions d'euros au cours de l'exercice. L'évolution au cours des dernières années est représentée sur le graphique ci-contre :



Les garanties non vie induisent d'importantes provisions techniques, ainsi que des fonds propres dont la contrepartie est constituée à l'actif par la part des réassureurs dans les provisions techniques pour 20,005 millions d'euros et des valeurs mobilières de placements de 46,408 millions d'euros.

	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur nette au 31/12/2014	Valeur de réalisation au 31/12/2014
- I - Placements (détail des postes A2 et A3 de l'Actif)			
Total 1 - Placements immobiliers et placements immobiliers en cours	963 261,75	963 261,75	1 195 914,90
Total 2 - Actions et autres titres à revenus variables autres que les parts d'OPCVM	2 091 058,04	1 984 461,76	2 476 130,66
Total 3 - Parts d'OPCVM autres que celles visées au point 4	20 908 035,74	20 908 035,74	20 948 165,56
Total 4 - Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenus fixes	-	-	-
Total 5 - Obligations et autres titres à revenus fixes	15 252 100,90	15 252 100,90	17 053 852,00
Total 6 - Prêts hypothécaires	-	-	-
Total 7 - Autres prêts et effets assimilés	485,24	485,24	485,24
Total 8 - Dépôts auprès des cédantes	-	-	-
Total 9 - Dépôts (autres que le 8) et cautionnement en espèces	7 300 000,00	7 300 000,00	7 300 000,00
Total 10 - Actifs représentatifs des opérations en UC	-	-	-
Total des lignes 1 à 10	**46 514 941,67**	**46 408 345,39**	**48 974 548,36**



Conformément à l'état ministériel, la représentation des engagements réglementés se décompose comme suit :

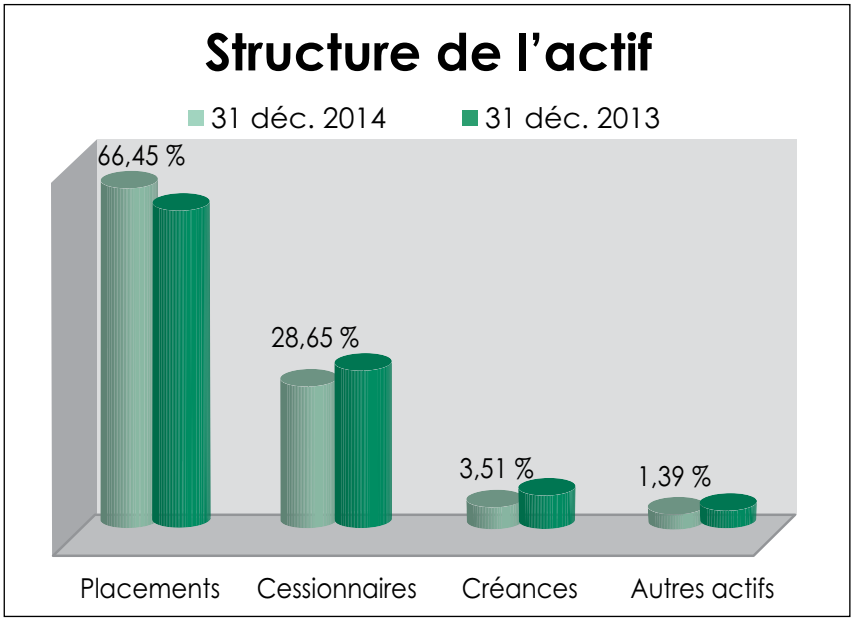
	2014	2013	2012
Provision pour cotisations non acquises	1 395 227	1 813 884	2 295 319
Provisions pour sinistres à payer	5 406 079	5 620 904	6 046 644
Provisions mathématiques (non-vie)	18 059 093	18 707 179	18 839 046
Provision pour égalisation	-	-	-
Provision pour risque d'exigibilité des engagements techniques	-	-	-
Autres provisions techniques	263 566	346 761	508 972
Réserve de capitalisation	258 935	258 935	258 935
Dettes privilégiées	7 988	213 294	570 807
Total des passifs réglementés (A)	**25 460 889**	**26 960 958**	**28 519 724**

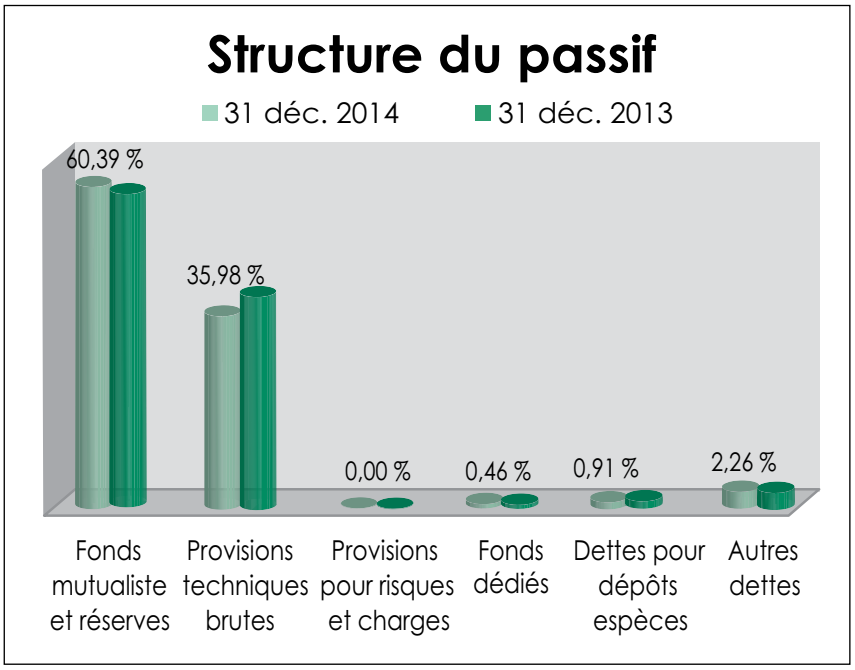
	2014	2013	2012
Base de la dispersion visée à l'article R.212-32 (A-B)	25 460 889	28 519 724	31 202 680
Valeurs couvrant les engagements pris dans le cadre d'opérations relevant de la branche 25 de l'article R.211-2	-	-	-
Autres placements mentionnées du 1° au 17° de l'article R.212-31	45 445 084	42 898 730	41 804 049
Dépôts mentionnés au 18° de l'article R.212-31	-	-	-
Intérêts courus des placements mentionnés à l'article R.212-31	334 207	469 105	469 751
Créances garanties sur les réassureurs mentionnées à l'article R.212-35	20 176 418	22 471 441	22 247 227
Total des placements et actifs assimilés	**65 955 709**	**65 839 276**	**65 021 017**

En conséquence, le ratio **"placements et actifs assimilés rapportés aux passifs réglementés"** est de :

	2014	2013	2012
Ratio des placements et actifs assimilés	2,59	2,40	2,31

Les comptes sociaux de MUTLOG Garanties





Bilan des comptes sociaux de MUTLOG Garanties

SIREN 384.253.605

ACTIF (en euros)	31 déc. 2014	31 déc. 2013
A1 - Actifs incorporels	-	-
A2 - Placements (A2a + A2b + A2c + A2d)	**46 408 345,39**	**43 890 093,99**
A2a - Terrains et constructions	963 261,75	331 589,12
A2b - Placements dans les entreprises liées et dans des entreprises avec un lien de participation	-	-
A2c - Autres placements	45 445 083,64	43 558 504,87
A2d - Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes	-	-
A3 - Placements représentant les prov. techn. afférentes aux op. en UC	-	-
A4 - Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	**20 004 988,72**	**20 944 239,16**
A4a - Provisions pour cotisations non acquises (Non-Vie)	513 008,32	670 262,22
A4b - Provisions d'assurance Vie	-	-
A4c - Provisions pour prestations à payer (Vie)	-	-
A4d - Provisions pour prestations à payer (Non-Vie)	4 382 993,96	4 491 305,70
A4e - Provisions pour participation aux excédents et ristournes (Vie)	-	-
A4f - Provisions pour participation aux excédents et ristournes (Non-Vie)	-	-
A4g - Provisions pour égalisation (Vie)	-	-
A4h - Provisions pour égalisation (Non-Vie)	-	-
A4i - Autres provisions techniques (Vie)	-	-
A4j - Autres provisions techniques (Non-Vie)	15 108 986,44	15 782 671,24
A4k - Provisions techniques des opérations en unités de comptes	-	-
A5 - Part des garants dans les engagements techniques donnés en substitution	-	-
A6 - Créances (A6a + A6b + A6c)	**2 450 315,06**	**3 618 639,67**
A6a - Créances nées d'opérations directes et de prises en substitution	2 063 041,85	2 465 244,75
A6aa - Cotisations restant à émettre	801 566,69	826 194,76
A6ab - Autres créances nées d'opérations directes et de prises en substitution	1 261 475,16	1 639 049,99
A6b - Créances nées d'opérations de réassurance et de cessions en substitution	321 603,72	975 711,02
A6c - Autres créances (A6ca + A6cb + A6cc)	65 669,49	177 683,90
A6ca - Personnel	-	-
A6cb - Etat, organismes sociaux, collectivités publiques	58 460,17	172 556,42
A6cc - Débiteurs divers	7 209,32	5 127,48
A7 - Autres actifs (A7a + A7b)	**410 455,47**	**506 695,38**
A7a - Actifs corporels d'exploitation	387 682,25	454 123,31
A7b - Avoirs en banque - CCP - Caisse	22 773,22	52 572,07
A8 - Comptes de régularisation - Actif (A8a + A8b + A8c + A8d)	**561 868,90**	**675 322,29**
A8a - Intérêts et loyers acquis non échus	489 743,16	576 371,50
A8b - Frais d'acquisition reportés (Vie)	-	-
A8c - Frais d'acquisition reportés (Non-Vie)	-	-
A8d - Autres comptes de régularisation	72 125,74	98 950,79
A9 - Différences de conversion	-	-
Total de l'Actif (A1 + A2 + A3 + A4 + A5 + A6 + A7 + A8 + A9)	**69 835 973,54**	**69 634 990,49**

PASSIF (en euros)	31 déc. 2014	31 déc. 2013
B1 - Fonds mutualistes et réserves (B1.1 + B1.2)	**42 173 230,82**	**40 507 252,19**
B1.1 - Fonds propres (B1a + B1b + B1c + B1d + B1e)	42 173 230,82	40 507 252,19
B1a - Fonds de dotation sans droit de reprise	1 550 000,00	1 550 000,00
B1b - Ecart de réévaluation	-	-
B1c - Réserves	38 957 252,19	37 009 725,18
B1d - Report à nouveau	-	-
B1e - Résultat de l'exercice	1 665 978,63	1 947 527,01
B1.2. - Autres Fonds Mutualistes (B1f + B1g)	-	-
Total B1f - Fonds de dotation avec droit de reprise	-	-
Total B1g - Subventions nettes	-	-
B2 - Passif subordonné	**-**	**-**
B3 - Provisions techniques brutes	**25 123 965,57**	**26 488 728,04**
B3a - Provisions pour cotisations non acquises (non Vie)	1 395 226,79	1 813 884,77
B3b - Provisions d'assurance vie	-	-
B3c - Provisions pour prestations à payer (Vie)	-	-
B3d - Provisions pour prestations à payer (non Vie)	5 406 078,99	5 620 903,61
B3e - Provision pour participation aux excédents et ristournes (Vie)	-	-
B3f - Provision pour participation aux excédents et ristournes (non Vie)	-	-
B3g - Provisions pour égalisation (Vie)	-	-
B3h - Provisions pour égalisation (non Vie)	-	-
B3i - Autres provisions techniques (Vie)	-	-
B3j - Autres provisions techniques (non Vie)	18 322 659,79	19 053 939,66
B4 - Provisions techniques des opérations en unités de compte	**-**	**-**
B5 - Engagements techniques sur opérations données en substitution	**-**	**-**
B6 - Provisions pour risques et charges	**-**	**-**
B7 - Fonds dédiés	**322 258,23**	**323 251,63**
B8 - Dettes pour dépôts espèces reçus des cessionnaires	**638 072,43**	**767 821,94**
B9 - Autres dettes (B9a + B9b + B9c + B9d)	**1 456 539,58**	**1 420 347,54**
B9a - Dettes nées d'opérations directes et prises de substitution	-	-
B9b - Dettes nées d'opérations de réassurance et de cessions en substitution	615 490,01	628 467,73
B9c - Dettes envers les établissements de crédit	-	-
B9d - Autres dettes (B9da + B9db + B9dc + B9dd)	841 049,57	791 879,81
B9da - Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus	-	-
B9db - Personnel	-	-
B9dc - Etat, organismes sociaux, collectivités publiques	77 988,09	213 294,20
B9dd - Créditeurs divers	763 061,48	578 585,61
B10 - Comptes de régularisation - passif	**121 906,91**	**127 589,15**
B11 - Différence de conversion	**-**	**-**
Total du passif (B1 + B2 + B3 + B4 + B5 + B6 + B7 + B8 + B9 +B10 + B11)	**69 835 973,54**	**69 634 990,49**

Le résultat excédentaire de 1 665 978 euros se répartit entre :

	2014	2013	2012
Résultat technique net de cession et avant allocation des produits financiers	1 018 445	1 058 397	2 741 341
Résultat sur les opérations financières	1 461 943	1 423 204	1 311 906
Résultat sur les opérations non techniques	-7 295	149	42 821
Résultat sur les opérations non techniques et IS	-807 114	-534 223	-467 681
Résultat net de l'exercice	**1 665 979**	**1 947 527**	**3 628 387**

Le résultat fiscal

Le calcul du résultat net comptable fait l'objet de retraitements extra-comptables :

- Ecarts de réévaluations extra-comptables dus aux retraitements de certains éléments d'actif et de passif inscrits en franchise d'impôts au bilan d'ouverture du 1er janvier
- Réintégrations extra-comptables
- Déductions extra-comptables

	31/12/2014	31/12/2013
Résultat net comptable	**1 665 978,63**	**1 947 527,01**
Ecart de valorisation extra comptable	-114 294,88	-94 374,57
Réintégrations extra-comptables	964 518,55	889 218,80
Réductions extra-comptables	-75 112,20	-15 314,66
Résultat fiscal	**2 441 090,10**	**2 727 056,58**

En application de l'article 88 de la loi de finance rectificative pour 2006 modifié en 2011 :

> le résultat fiscal a été réduit pour l'exercice 2012 de 60 %, pour l'exercice 2013 de 40 % pour le calcul de l'impôt, et

> A compter de l'exercice 2014, la base d'imposition est à 100 %.

Le chiffre d'affaire s'élève à 5 937 032 euros. Il est inférieur à 7 630 000 euros, ce qui permet l'application du taux réduit de 15% sur une quote-part de résultat.

L'impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les sociétés est calculé :

- au taux réduit de 15 % sur la fraction du résultat imposable de 38 120 euros.
- au taux de 33 1/3 % sur le solde du résultat imposable dépassant le premier seuil.

	31/12/2014	31/12/2013
Résultat fiscal	**2 441 090,10**	**2 727 056,58**
Mouvement extra comptable de la réserve de solvabilité	-	1 090 822,63
Résultat soumis à l'IS	2 441 090,10	1 636 233,95
IS au taux réduit de 15 %	5 718,00	5 718,00
IS au taux de 33,33 %	800 909,93	532 651,38
CSB de 3,3 % si IS > 763 000 et CA > 7 630 000	417,01	-
Montant de l'impôt	**807 044,94**	**538 369,38**
CICE	-13 658,11	-9 404,88
Montant de l'IS à payer	793 386,83	528 964,50

Comptes de résultat technique de MUTLOG Garanties
SIREN 384.253.605

	31 décembre 2014				31/12/2013
	Opérations brutes totales (A)	Opérations données en substitution (B)	Cessions et rétrocessions (C)	Opérations nettes N (A - B - C)	Opérations nettes
D1 - Cotisations acquises (D1a + D1b)	**8 763 067,94**	**-**	**5 562 996,44**	**3 200 071,50**	**3 490 136,04**
D1a - Cotisations	8 344 409,96	-	5 405 742,54	2 938 667,42	3 197 620,03
D1b - Variations pour cotisations non acquises	418 657,98	-	157 253,90	261 404,08	292 516,01
D2 - Produits des placements alloués du compte non technique	**163 370,01**	**-**	**-**	**163 370,01**	**179 577,68**
D3 - Autres produits techniques	**1 970,70**	**-**	**-661 547,97**	**663 518,67**	**671 677,77**
D4 - Charges des prestations (D4a + D4b)	**-5 865 267,30**	**-**	**-4 808 529,77**	**-1 056 737,53**	**-1 500 312,75**
D4a - Prestations et frais payés	-6 080 091,92	-	-4 916 841,48	-1 163 250,44	-1 545 213,89
D4b - Charges des provisions pour prestations à payer	214 824,62	-	108 311,71	106 512,91	44 901,14
D5 - Charges des autres provisions techniques	**734 679,43**	**-**	**673 684,80**	**60 994,63**	**-44 991,16**
D6 - Participations aux résultats	**-3 399,56**	**-**	**-**	**-3 399,56**	**-6 588,72**
D7 - Frais d'acquisition et d'administration (D7a+D7b+D7c)	**-2 345 034,21**	**-**	**-508 441,88**	**-1 836 592,33**	**-1 550 118,88**
D7a - Frais d'acquisition	-955 497,26	-	-	-955 497,26	-1 039 284,32
D7b - Frais d'administration	-1 389 536,95	-	-	-1 389 536,95	-1 087 606,53
D7c - Commissions reçues des réassureurs	-	-	-508 441,88	508 441,88	576 771,97
D8 - Autres charges techniques	**-9 410,70**	**-**	**-**	**-9 410,70**	**-1 404,76**
D9 - Charges de la provision pour égalisation	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Résultat technique des opérations non vie (D1 + D2 + D3 + D4 + D5 + D6 + D7 + D8 + D9)	**1 439 976,31**	**-**	**258 161,62**	**1 181 814,69**	**1 237 975,22**

Comptes de résultat non technique de MUTLOG Garanties
SIREN 384.253.605

	31/12/2014	31/12/2013
F1 - Résultat technique des opérations non vie	**1 181 814,69**	**1 237 975,22**
F2 - Résultat technique des opérations vie	**-**	**-**
F3 - Produits des placements (F3a + F3b + F3c)	**1 755 380,80**	**1 535 755,67**
F3a - Revenus des placements	1 127 668,22	1 131 919,51
F3b - Autres produits de placements	-	-
F3c - Profits provenant de la réalisation des placements	627 712,58	403 836,16
F4 - Produits des placements alloués du compte technique vie	**-**	**-**
F5 - Charges des placements (F5a + F5b + F5c)	**-293 437,33**	**-112 551,17**
F5a - Frais de gestion interne et externe des placements	-54 373,04	-26 609,07
F5b - Autres charges des placements	-9 922,18	-13 949,30
F5c - Pertes provenant de la réalisation des placements	-229 142,11	-71 992,80
F6 - Produit des placements transférés au compte technique non vie	**-163 370,01**	**-179 577,68**
F7 - Autres produits non techniques	**9 951,24**	**20 629,02**
F8 - Autres charges non techniques (F8a + F8b)	**-10 015,03**	**-22 200,13**
F8a - Charges à caractère social	-9 951,24	-20 629,02
F8b - Autres charges non techniques	-63,79	-1 571,11
F9 - Résultat exceptionnel (F9a - F9b)	**-7 231,37**	**1 719,46**
F9a - Produits exceptionnels	3 102,19	1 924,34
F9b - Charges exceptionnelles	-10 333,56	-204,88
F10 - Impôts sur le résultat	**-807 114,36**	**-534 223,38**
F11 - Solde intermédiaire (F1 + F2 + F3 + F4 - F5 - F6 + F7 - F8 + F9 - F10)	**1 665 978,63**	**1 947 527,01**
F12 - Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	**-**	**-**
F13 - Engagements à réaliser sur ressources affectées	**-**	**-**
F14 - Résultat de l'exercice (F11 + F12 + F13)	**1 665 978,63**	**1 947 527,01**

L'exigence minimale de marge de solvabilité pour MUTLOG Garanties :	2014	2013	2012
Marge requise sur les cotisations	788 676	876 011	961 621
Marge requise sur les prestations	783 845	825 587	934 044
Application de l'article R 212 - 12 du code de la mutualité	876.011	-	-
Le maximum des 3 méthodes	**876 011**	**876 011**	**961 021**

La marge de solvabilité (MS) est constituée de :	2014	2013	2012
Fonds d'établissement	1 550 000	1 550 000	1 550 000
Réserves réglementaires ou libres ne correspondant pas aux engagements, y inclus la réserve de capitalisation	38 957 252	37 009 725	33 381 338
Report à nouveau	**1 665 979**	**1 947 527**	**3 628 387**
Total de la marge constituée	**42 173 231**	**40 507 252**	**38 559 725**
Ratio de Marge	**48,14**	**46,24**	**40,10**

Le ratio de marge est d'un niveau jugé suffisant, sachant que les fonds propres de MUTLOG Garanties sont constitués sans avoir recours aux emprunts subordonnés.

5 - Rapport de combinaison MUTLOG et MUTLOG Garanties

Modifications intervenues dans la présentation des comptes annuels

Les comptes combinés de l'exercice 2014 ont été établis et présentés dans la continuité de l'exercice 2013, selon la réglementation française en vigueur applicable aux mutuelles, résultant des règlements du Comité de la Réglementation Comptable, des arrêtés ministériels, de l'arrêté du 2 mai 2002 relatif aux règles prudentielles, et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes combinés sont établis par intégration globale.

Les comptes sociaux des deux mutuelles respectent l'homogénéité des méthodes utilisées tant dans la valorisation des actifs et / ou dépréciation de ces derniers, que dans la valorisation des amortissements et provisions à caractère général normalement gérés au sein du GIE de moyens.

Les comptes courants (créances et dettes) existant entre MUTLOG et MUTLOG Garanties qui sont la réciprocité de l'une et l'autre des mutuelles sont neutralisés dans les comptes combinés. Il en est de même des opérations éventuelles affectant le tableau des engagements reçus et des engagements donnés.

Résultat net de l'exercice

Après retraitement de la provision pour risque d'exigibilité et de l'impôt différé :

	Vie	Non Vie	Total
Résultat des comptes sociaux	356 513,67	1 665 978,63	**2 022 492,30**
Retraitement PRE	-	-	**-**
Retraitement impôt différé	6 282,49	-6 416,99	**-134,50**
Résultat des comptes combinés	**362 796,16**	**1 659 561,64**	**2 022 357,80**

La constitution du résultat net global de l'ensemble de combinaison s'effectue par catégories d'opérations vie et non vie :

Constitution du résultat	2014	2013
Opérations vie	362 796	1 028 562
Opérations non vie	1 659 562	2 002 150
Résultat de l'ensemble de combinaison	**2 022 358**	**3 030 713**

Le résultat excédentaire des comptes combinés s'élève à 2 022 358 euros.

Compte de résultat de la combinaison

	31 décembre 2014			31 déc. 2013
	Opérations vie	Opérations non vie	Total N	Total N-1
Produits d'exploitation	10 614 283,66	9 426 586,61	20 040 870,27	21 293 271,02
Produits financiers nets de charges	1 413 339,43	1 461 943,47	2 875 282,90	2 730 078,19
Total des produits d'exploitation courants	**12 027 623,09**	**10 888 530,08**	**22 916 153,17**	**24 023 349,21**
Charges de prestations d'assurance	-5 670 301,71	-5 133 987,43	-10 804 289,14	-12 136 311,56
Charges de gestion	-3 886 909,94	-2 354 508,70	-6 241 418,64	-5 482 721,7
Total des charges d'exploitation courantes	**-9 557 211,65**	**-7 488 496,13**	**-17 045 707,78**	**-17 619 033,27**
Résultat d'exploitation courant avant réassurance	**2 470 411,44**	**3 400 033,95**	**5 870 445,39**	**6 404 315,94**
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	**-1 864 732,18**	**-919 709,59**	**-2 784 441,77**	**-2 727 057,28**
Résultat d'exploitation courant après réassurance	**605 679,26**	**2 480 324,36**	**3 086 003,62**	**3 677 258,66**
Autres produits nets	12,19	-	12,19	-
Résultats exceptionnels	-9 780,30	-7 231,37	-17 011,67	4 481,23
Impôt sur le résultat	-233 114,99	-813 531,35	-1 046 646,34	-651 027,20
Impact de l'entrée en fiscalité	-	-	-	-
Résultat net de l'ensemble combiné	**362 796,16**	**1 659 561,64**	**2 022 357,80**	**3 030 712,69**

Les produits d'exploitation sont constitués :

- **des cotisations acquises**, c'est-à-dire des cotisations émises augmentées des :
  - variations sur provisions pour cotisations restant à émettre et relatives aux cotisations échues,
  - reprises sur provisions pour cotisations non acquises constatées les exercices précédents et acquises à l'exercice,
  - et diminuées de la variation de provisions pour cotisations restant à annuler.
- **des autres produits techniques** relatifs aux droits d'ouverture de dossiers.

Les charges de prestations sont constituées :

- des prestations servies,
- des variations de provisions pour prestations restant à payer et des provisions pour probabilité de maintien en prestations.

Les charges de gestion sont constituées des frais d'acquisition et d'administration qui correspondent aux charges par nature ventilées en charges par destination.

	31 décembre 2014			31 décembre 2013		
Détail des frais de fonctionnement	Opérations vie	Opérations non vie	Total	Opérations vie	Opérations non vie	Total
Frais d'acquisition	1 739 869	955 497	2 695 366	1 653 143	1 039 284	2 692 428
Frais d'administration	2 134 677	1 389 537	3 524 214	1 681 494	1 087 607	2 769 101
Frais de gestion des prestations	546 361	326 901	873 262	591 536	411 185	1 002 721
Frais de gestion financière	155 017	54 373	209 390	109 596	26 609	136 205
Total des frais généraux	**4 575 923**	**2 726 308**	**7 302 231**	**4 035 769**	**2 564 685**	**6 600 454**

Les charges de fonctionnement s'élèvent à 7 302 231 euros à rapprocher des charges de fonctionnement de 6 600 454 euros fin 2013, de 5 758 238 euros fin 2012.

Le ratio des charges par destination rapportées aux cotisations de l'exercice représente :

- pour l'activité vie : 43,58 % (en 2013 = 37,49 %, en 2012 = 31,46 %, en 2011 = 23,73 %)
- pour l'activité non vie : 31,11 % (en 2013 = 26,35 %, en 2012 = 21,84 %, en 2011 = 16,55 %)

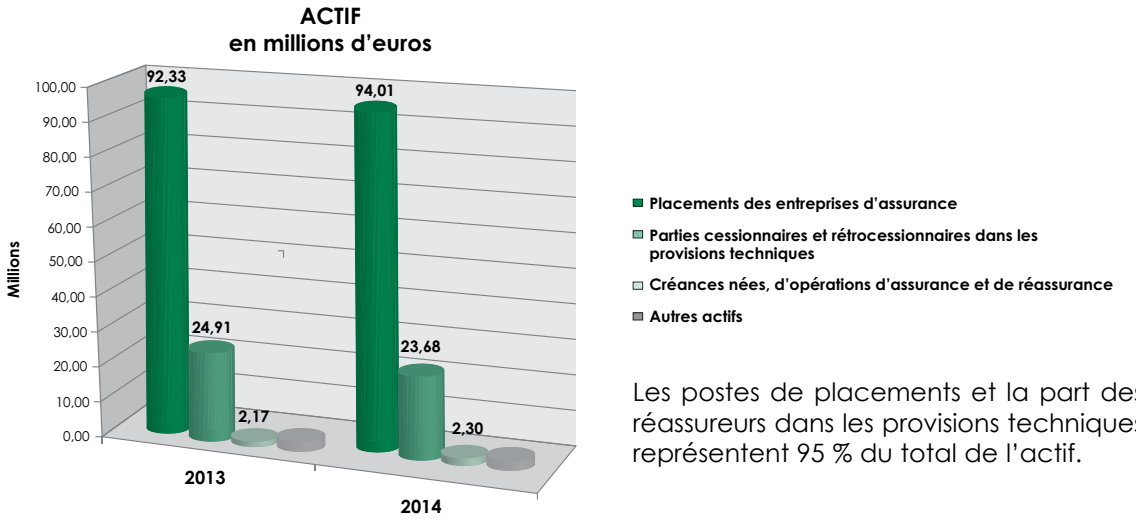
Le résultat financier s'élève à :

	31 décembre 2014			31 déc. 2013
	Opérations vie	Opérations non vie	Total N	Total N-1
Produits financiers nets de frais	1 413 339,43	1 461 943,47	2 875 282,90	2 730 078,19
Frais de gestion	155 016,83	54 373,04	209 389,87	136 205,26
Produits financiers	1 568 356,26	1 516 316,51	3 084 672,77	2 866 283,45
Valeurs nettes au bilan :				
Placements au 1er janvier	48 251 139,00	43 890 094,00	92 142 032,00	88 812 827,00
Placements au 31 décembre	47 468 964,00	46 408 346,00	93 877 310,00	92 142 032,00
Ratio de taux moyen de rendement	**3,28 %**	**3,36 %**	**3,32 %**	**3,17 %**

Comptes combinés de MUTLOG et MUTLOG Garanties

A l'actif :

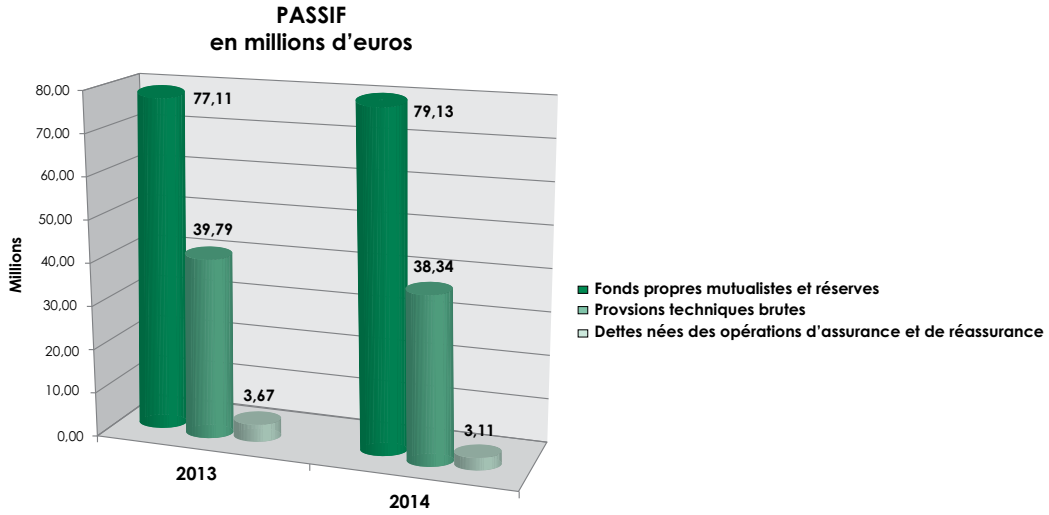
ACTIF (en euros)	31 déc. 2014	31 déc. 2013
Actifs incorporels	36,00	36,00
Placements des entreprises d'assurance	94 014 504,77	92 327 392,82
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	23 684 511,82	24 914 082,16
Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance	2 302 368,89	2 168 941,11
Autres actifs	3 221 012,38	3 243 066,75
Total de l'actif	**123 222 433,86**	**122 653 518,84**



Les postes de placements et la part des réassureurs dans les provisions techniques représentent 95 % du total de l'actif.

Au passif :

PASSIF (en euros)	31 déc. 2014	31 déc. 2013
Fonds propres mutualistes et réserves	79 134 241,01	77 111 883,21
Provisions techniques brutes	38 341 183,61	39 788 368,68
Provisions risque et charges	784 535,33	673 650,71
Fonds dédiés	322 258,23	323 251,63
Dettes nées des opérations d'assurance et de réassurance	3 113 037,66	3 672 530,92
Autres passifs	1 527 178,02	1 083 833,69
Total du passif	**123 222 433,86**	**122 653 518,84**



Les postes des fonds propres mutualistes et les provisions techniques représentent 95,34 % du total du passif (à comparer à 95,30 % l'an passé).

Passif réglementé	2014	2013
Provisions pour Vie	2 480 322,54	2 115 523,93
Provisions pour sinistres Vie	3 712 725,48	4 159 946,69
Provisions pour participations aux excédents	7 024 170,02	7 024 170,02
Provisions pour risque d'exigibilité	-	-
Total provisions VIE	***13 217 218,04***	***13 299 640,64***
Provisions pour cotisations non acquises Non-Vie	1 395 226,79	1 813 884,77
Provisions pour sinistres Non-Vie restant à payer	5 406 078,99	5 620 903,61
Autres provisions techniques Non-Vie	18 322 659,79	19 053 939,66
Provisions pour égalisation (Non-Vie)	-	-
Provisions pour risque d'exigibilité	-	-
Total provisions NON-VIE	***25 123 965,57***	***26 488 728,04***
Total provisions techniques	**38 341 183,61**	**39 788 368,68**
Dettes privilégiées	63 752,66	25 073,56
Total Passif réglementé	**38 404 936,27**	**39 813 442,24**

Instruments financiers

Les placements constituent 76,30 % de l'actif (75,27 % en 2013 et 73,43 % en 2012) et s'élèvent à 94,015 millions d'euros, dont :

- 2,15 millions de terrains et construction net de 0,43 million d'euros d'amortissements
- 0,815 million d'euros de parts de la SCI quai de la seine (représentant le siège social)
- 0,094 million d'euros de parts de la SCI Palais de la Mutualité
- 0,601 million d'euros de parts dans la SCI Pierval Santé
- 90,355 millions d'euros constitués des autres valeurs mobilières de placements

S'agissant des valeurs mobilières, la valeur brute est de :	94 262 655 euros
La provision pour dépréciation à caractère durable est de :	- 248 150 euros
Soit un montant au bilan des valeurs mobilières de :	94 014 505 euros

L'état récapitulatif des placements est :

	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur nette	Valeur de réalisation
- I - Placements (détail des postes A2 et A3 de l'Actif)			
Total 1 - Placements immobiliers et placements immobiliers en cours	4 097 118	3 660 124	5 108 318
Total 2 - Actions et autres titres à revenus variables autres que les parts d'OPCVM	4 233 880	3 985 730	4 780 739
Total 3 - Parts d'OPCVM autres que celles visées au point 4	42 090 766	42 090 766	42 354 501
Total 4 - Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenus fixes	-	-	-
Total 5 - Obligations et autres titres à revenus fixes	29 507 433	29 644 628	33 058 489
Total 6 - Prêts hypothécaires	-	-	-
Total 7 - Autres prêts et effets assimilés	33 256	33 256	33 256
Total 8 - Dépôts auprès des cédantes	-	-	-
Total 9 - Dépôts (autres que le 8) et cautionnement en espèces	14 600 000	14 600 000	14 600 000
Total 10 - Actifs représentatifs des opérations en unités de compte	-	-	-
Total des lignes 1 à 10	**94 562 453**	**94 014 505**	**99 935 303**

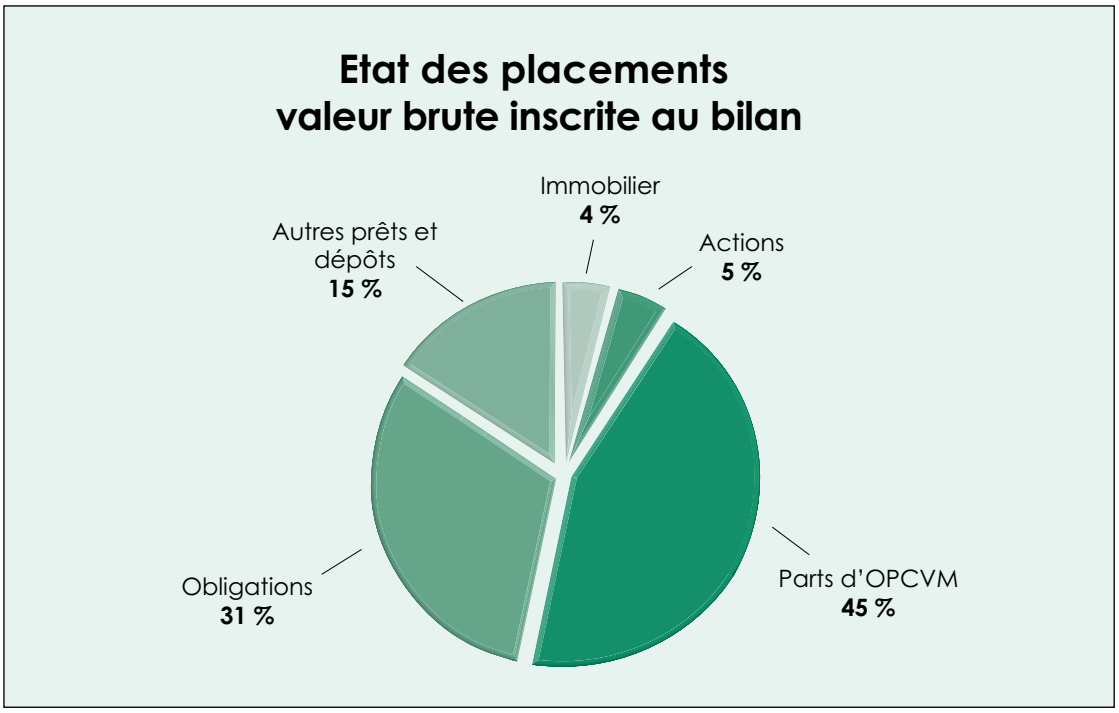
Hors les autres dépôts qui représentent 14,60 millions d'euros en valeur nette inscrite au bilan, les placements se répartissent de la manière suivante :

Dont	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur nette	Valeur de réalisation
- Placements évalués selon l'article R 212-52 (titres amortissables)	29 507 433	29 644 628	33 058 489
- Placements évalués selon l'article R 212-53 (titres non amortissables)	50 455 020	49 769 876	52 276 814
- Placements évalués selon l'article R 212-37 (garanties à capital variable)	-	-	-
	79 962 453	**79 414 505**	**85 335 303**

La répartition des placements hors immobilier est la suivante :

Structure du portefeuille	31/12/2014	31/12/2013
Actions	1,96 %	2,37 %
Actions non cotées	2,45 %	1,79 %
OPCVM	46,58 %	39,74 %
Obligations	25,67 %	34,78 %
Certificats de dépôts	6,09 %	6,11 %
Titres subordonnés à durée indéterminée	0,83 %	0,67 %
Autres titres subordonnés	0,22 %	0,50 %
Autres dépôts	16,16 %	14,01 %
Autres prêts	0,04 %	0,03 %
A2c - Total autres placements	**100,00 %**	**100,00 %**

L'allocation des placements avec l'immobilier :



Conformément à la réglementation, et aux règles prudentielles, ils font l'objet de corrections de valeurs, ligne par ligne :

- pour les valeurs amortissables :
  - produits à recevoir sur différence de remboursement,
  - amortissement sur différence de remboursement,
  - constitution - dans les comptes sociaux - de la réserve de capitalisation en cas de réalisation des titres avant leur terme.
- Pour les valeurs non amortissables :
  - provision pour dépréciation à caractère durable calculée ligne à ligne dès lors que la dégradation de la valeur est supérieure à 20 %.
  - provision pour risque d'exigibilité au global des valeurs non amortissables, dotation répartie sur 3 ans.

Les placements sont gérés - avec l'appui d'un conseil financier - dans le respect du cadre de référence fixé par le conseil d'administration.

Ce cadre de référence intègre à la fois :

- les réglementations en vigueur, les règles fixées par le décret du 2 mai 2002 résultant du code de la Mutualité - règles prudentielles : dispersion du risque,
- l'analyse du couple risque / rentabilité des instruments financiers retenus,
- l'horizon de durée de placement à court, moyen et long terme, notamment au regard de l'analyse gestion actif - passif.

Le court terme est placé en OPCVM monétaires avec un maximum de 10 à 20 % d'OPCVM diversifiés. Le moyen et long terme est positionné dans la mesure du possible :

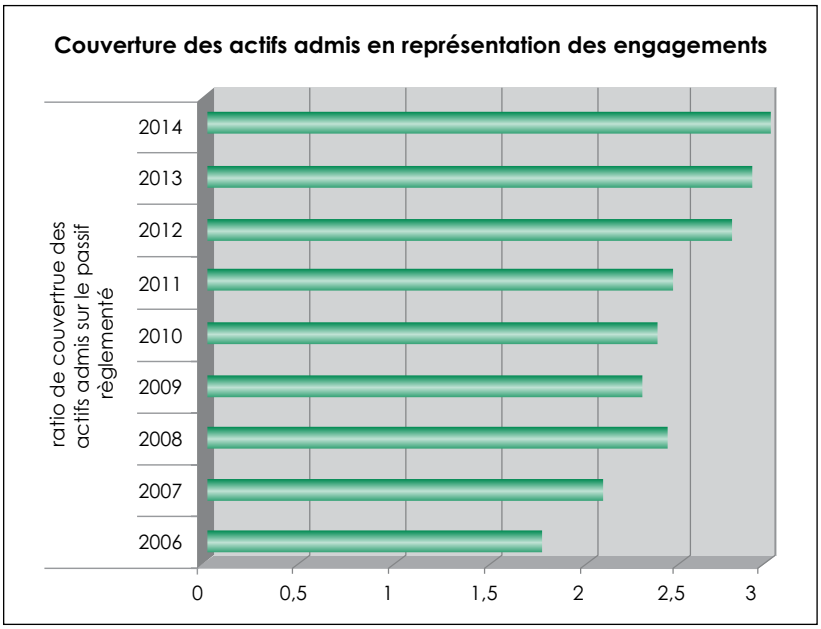
- sur des lignes obligataires en direct 75 % à 85 %, avec comme objectif des notations de AAA à AA3 des émetteurs,
- avec un maximum de :
  - 5 % d'actions (en direct ou OPCVM) pour les fonds réglementés,
  - 15 % d'actions (en direct ou OPCVM) pour les fonds libres.

Dans le cas où le marché est incertain, les placements sont effectués sur des OPCVM sécurisés de type monétaire.

Conformément à l'état ministériel, la représentation des engagements réglementés se décompose comme suit :

	2014	2013
Total des passifs réglementés	**38 404 936**	**39 813 442**
Base de la dispersion visée à l'article R.212-32	**38 404 936**	**39 813 442**
Valeurs couvrant les engagements pris dans le cadre d'opérations relevant de la branche 25 de l'article R.211-2	-	-
Autres placements mentionnés du 1° au 17° de l'article R.212-31	90 354 380	89 393 267
Dépôts mentionnés au 18° de l'article R.212-31	-	-
Intérêts courus des placements mentionnés à l'article R.212-31	639 791	780 576
Créances garanties sur les réassureurs mentionnées à l'article R.212-35	23 525 601	24 494 570
Total des placements et actifs assimilés	**114 519 772**	**114 668 412**

Le ratio de couverture des actifs admis sur le passif réglementé est de 2,98 (2,88 en 2013).



Affectation de résultat

Le conseil d'administration de chacune des mutuelles propose de mettre aux résolutions des prochaines assemblées générales les affectations de résultat des comptes sociaux de la manière suivante :

- Affectation du résultat en autres réserves.

Sur l'ensemble combiné, les autres réserves s'élèveront à 69 061 882 euros après le vote des résolutions (66 031 170 euros en 2013).

Fonds mutualistes et réserves

Les fonds mutualistes et réserves de l'ensemble combiné des deux mutuelles s'élèvent à 79 134 241 euros, et sont constitués de :

- fonds d'établissement de 3 050 000 euros
- apport sans droit de reprise de 5 000 000 euros
- autres réserves 69 061 882 euros
- résultat de l'exercice : 2 022 358 euros

Fonds propres	2013	Affectation du résultat	Autres	Apport	Résultat de l'exercice	2014
Fonds d'Etablissement						
Fonds d'Etablissement MUTLOG	1 500 000	-	-	-	-	1 500 000
Fonds d'Etablissement MUTLOG Garanties	1 550 000	-	-	-	-	1 550 000
Apport sans droit de reprise	5 000 000	-	-	-	-	5 000 000
	8 050 000	**-**	**-**	**-**	**-**	**8 050 000**
Réserves & report à nouveau						
Réserves Mutlog	28 779 694	790 397	-	-	-	29 570 091
Réserves Mutlog Garanties	37 251 476	1 791 523	-	-	-	39 042 999
Impact de l'impôt différé	-	448 792	-	-	-	448 792
Report à nouveau MUTLOG	-	-	-	-	-	-
Report à nouveau MUTLOG Garanties	-	-	-	-	-	-
	66 031 170	**3 030 712**	**-**	**-**	**-**	**69 061 882**
Résultat de l'exercice						
Retraitement de la PRE	-	-	-	-	-	-
Retraitement de l'impôt différé	448 792	-448 792	-135	-	-	-135
Résultat de l'exercice MUTLOG	790 397	-790 397	-6 282	-	362 796	356 514
Résultat de l'exercice MUTLOG Garanties	1 791 523	1 791 523	6 417	-	1 659 562	1 665 979
	3 030 712	**-3 030 712**	**-**	**-**	**2 022 358**	**2 022 358**
Total	**77 111 882**	**-**	**-**	**-**	**2 022 358**	**79 134 240**

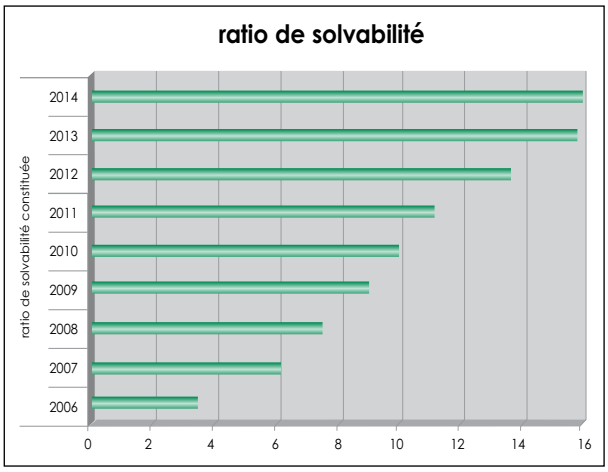
La marge de solvabilité :

Au 31 décembre, les éléments constitutifs de la marge de solvabilité s'élèvent à 79 134 240 euros.

Marge de solvabilité	31/12/2014	31/12/2013
MS au bilan	79 134 241	77 111 8831
Exigence de MS minimum requise	4 976 300	4 900 519
Insuffisance éventuelle		
MS bilan < FG minimum	-	-
Ratio de MS	**15,90**	**15,74**

L'exigence de marge de solvabilité requise est de 4 976 300 euros, le ratio de marge de solvabilité constituée est de 15,90 fois l'exigence de marge (15,74 fois l'an passé).

Le résultat net global de l'exercice sur l'ensemble combiné est excédentaire de : 2 022 358 euros.



Conseil d'administration

Sommes versées en application de l'article L.114-26 :

Les indemnités allouées aux Président et Trésorier Général du Conseil d'Administration, les sommes et avantages de toutes natures versés au titre des frais de déplacements et de séjours sont précisés dans les règles et méthodes au chapitre F2.

Rémunérations versées aux dirigeants salariés :

MUTLOG et MUTLOG Garanties ne disposent d'aucun dirigeant salarié au sens de l'article L114-19 du code de la Mutualité.

Liste des mandats et fonctions exercés par chacun des administrateurs des deux Mutuelles :

Membres du conseil d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties au 31 décembre 2013			
Nom et prénom	**Echéance du mandat**	**Fonction**	**Autres mandats et fonctions**
Erwan Audouit	AG 2017	Administrateur	
Dominique Boillot	AG 2015	Administrateur représentant la CFDT	
Michel Bonfils	AG 2019	Administrateur	
Frédéric Brossier	AG 2019	Administrateur	
Rémy Brunck	AG 2015	Administrateur	
Philippe Brunet	AG 2017	Président	Administrateur MF Pass Administrateur Mutualité française Ile-de-France Membre du comité d'audit Ociane
Hervé Chiaroni	AG 2019	Trésorier général adjoint représentant la CFE-CGC	
Jean-Baptiste Dolci	AG 2017	Administrateur représentant la CGT-FO	
Alain Faccini	AG 2017	Administrateur représentant la CGT	
Jean Frébourg	AG 2015	1er vice-président	
Jean-Marc Harmand	AG 2015	Administrateur	
Thierry Le Bozec	AG 2019	Administrateur	
Jacques Lépron	AG 2019	Secrétaire général adjoint représentant l'ACMIL	

Membres du conseil d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties (suite)			
Nom et prénom	**Echéance du mandat**	**Fonction**	**Autres mandats et fonctions**
Yvon Mansion	AG 2015	Secrétaire général	Secrétaire général du Centre Mutualiste Interprofessionnel Administrateur de la Mutualité de Picardie Administrateur de l'UTMIF Délégué MATMUT
Jean de Mathan	AG 2017	Administrateur représentant la CFTC	
Christophe Ollivier	AG 2019	2ème vice-président représentant la FNMF	
Christian Sol	AG 2017	Administrateur	
Guy Sudre	AG 2015	Administrateur	
Martine Vély	AG 2015	Trésorier général	Vice-président de la SCPI PIERVAL Santé
Jean-Yves Viau	AG 2017	Administrateur	Administrateur Caisse d'Epargne Auvergne Limousin Administrateur Limoges Habitat Administrateur Dom'Aulim Administrateur Logis centre Limousin Administrateur CAF 87
François Yence	AG 2019	Administrateur	

Est invité aux réunions du conseil d'administration de MUTLOG, Willy Gitler, président d'honneur.

Sont invités aux réunions du conseil d'administration de MUTLOG Garanties, Frédéric Berenguer et Yves Potier, présidents d'honneur.

Est invité aux réunions des conseils d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties Marcel Caballero, administrateur honoraire.

Toutes informations ont été données aux commissaires aux comptes en vue de l'élaboration de leur rapport spécial sur les conventions réglementées.

Filiales et participations

Prise de participation dans les mutuelles soumises aux dispositions du Livre II du code de la Mutualité :

Aucune prise de participation n'est réalisée dans les sociétés soumises aux dispositions du Livre II du code de la Mutualité.

Liste des organismes avec lesquels les mutuelles constituent un groupe au sens de l'art. L.212-7 :

LE GIE de moyens :

- Les services communs sont étendus à travers le GIE de moyens "GIE Groupe ACMIL" à l'ACMIL, MUTLOG et MUTLOG Garanties
- La part des frais de fonctionnement du GIE prise en charge par les deux mutuelles est de 4 891 121 euros sur un total de 5 754 818 euros, dont :

  - MUTLOG : **3 597 777 euros**, soit **58,71 %** des moyens du GIE
  - MUTLOG Garanties : **2 157 041 euros**, soit **35,20 %** des moyens du GIE.

Convention entre MUTLOG et MUTLOG Garanties :

Dans le cadre de la réorganisation des mutuelles, et dans un esprit d'unité de gestion il convient de noter le :

- mandat de recouvrement des cotisations, y compris la cotisation au Fonds d'entraide donné à Mutlog par décision du Conseil d'Administration du 11 juin 2002 ;
- mandat de paiement des prestations donné à MUTLOG par décision du Conseil d'Administration du 23 octobre 2002.

Ainsi, toutes les opérations effectuées sont enregistrées en compte courant :

- au débit dans les comptes sociaux de MUTLOG Garanties : les cotisations émises nettes d'annulation ;
- au crédit dans les comptes sociaux de MUTLOG Garanties : les prestations payées.

et inversement au compte courant réciproque dans les comptes sociaux de MUTLOG, sachant que les opérations techniques sont générées en écritures comptables dans chacune des mutuelles au moment du fait générateur.

Le solde du compte courant est réglé par la partie débitrice à la partie créditrice dans les meilleurs délais et, a minima, une fois par trimestre.

Transferts financiers entre mutuelles et unions :

Le conseil d'administration constate qu'il n'existe aucun transfert financier entre les mutuelles et des unions.

Autres :

Le conseil d'administration constate qu'il n'existe aucun lien entre la mutuelle et des organismes détenant directement ou indirectement une fraction du capital d'une entreprise régie par le code des assurances.

Autres participations :

Les mutuelles détiennent 20 % du capital social de la SCI Quai de Seine, propriétaire de l'immeuble d'exploitation qui abrite le siège social, pour un montant de 815 419 euros.

Elles détiennent également des parts de la SCI du Palais de la Mutualité pour 94 340 euros.

Les états financiers

Bilan de l'ensemble de combinaison

Compte de résultat de combinaison entre MUTLOG et MUTLOG Garanties

Annexe aux comptes

Bilan de l'ensemble de combinaison

au 31 décembre 2014

ACTIF (en euros)	31 déc. 2014	31 déc. 2013
Ecarts d'acquisition	**-**	**-**
Actifs incorporels - portefeuille de contrats	-	-
Actifs incorporels - autres	36,00	36,00
Actifs incorporels	**36,00**	**36,00**
Terrains et constructions	3 660 124,39	2 934 126,28
Placements dans les entreprises liées et dans des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	-	-
Autres placements	90 354 380,38	89 393 266,54
Placements des entreprises d'assurance	**94 014 504,77**	**92 327 392,82**
Placements représentant les provisions techniques afférentes aux opérations en unités de comptes	**-**	**-**
Placements des entreprises du secteur bancaire	**-**	**-**
Placements des autres entreprises	**-**	**-**
Placements des autres entreprises	**-**	**-**
Titres mis en équivalence	**-**	**-**
Part des garants dans les eng. techn. donnés en substitution	**-**	**-**
Provisions techniques (Vie)	3 679 523,10	3 969 843,00
Provisions techniques (non Vie)	20 004 988,72	20 944 239,16
Provisions techniques des opérations en unités de comptes	-	-
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	**23 684 511,82**	**24 914 082,16**
Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance	**2 302 368,89**	**2 168 941,11**
Créances sur la clientèle des entreprises du secteur bancaire	**-**	**-**
Créances sur les entreprises du secteur bancaire	**466 680,99**	**426 997,31**
Autres créances	**243 601,67**	-
Immobilisations corporelles	933 389,49	1 086 756,77
Autres	1 577 340,23	1 729 312,67
Autres actifs	**2 510 729,72**	**2 816 069,44**
Différences de conversion	**-**	**-**
TOTAL DE L'ACTIF	**123 222 433,86**	**122 653 518,84**

PASSIF (en euros)	31 déc. 2014	31 déc. 2013
Fonds d'établissement	8 050 000,00	8 050 000,00
Réserves et report à nouveau	69 061 883,21	66 031 170,52
Résultat de l'exercice	2 022 357,80	3 030 712,6
Fonds de dotation avec droit de reprise	-	-
Subventions nettes	-	-
Fonds propres mutualistes et réserves	**79 134 241,01**	**77 111 883,21**
Intérêts minoritaires	**-**	**-**
Passifs subordonnés	**-**	**-**
Provisions techniques vie	13 217 218,04	13 299 640,64
Provisions techniques non vie	25 123 965,57	26 488 728,04
Provisions techniques brutes	**38 341 183,61**	**39 788 368,68**
Provisions techniques en UC	**-**	**-**
Engagements techniques sur opérations données en substitution	**-**	**-**
Provisions pour risques et charges	**784 535,33**	**673 650,71**
Fonds dédiés	**322 258,23**	**323 251,63**
Dettes nées des opérations d'assurance et de réassurance	**3 113 037,66**	**3 672 530,92**
Dettes envers la clientèle des entreprises du secteur bancaire	**-**	**-**
Dettes représentées par des titres	**-**	**-**
Dettes envers les entreprises du secteur bancaire	**-**	**-**
Autres dettes	**1 289 012,35**	**850 834,73**
Comptes de régularisation passif	**238 165,67**	**232 998,96**
Différence de conversion	**-**	**-**
TOTAL DU PASSIF	**123 222 433,86**	**122 653 518,84**

Compte de résultat

Exercice 2014 (en euros)		
	Opérations Vie	Opérations non Vie
Cotisations	10 499 402,20	8 344 409,96
Variation de cotisations non acquises	-	418 657,98
Cotisations acquises	**10 499 402,20**	**8 763 067,94**
Produits d'exploitation bancaires	-	-
Chiffres d'affaires ou produits des autres activités	-	-
Autres produits d'exploitation	**114 881,46**	**663 518,67**
Produits financiers nets de charges	**1 413 339,43**	**1 461 943,47**
Total des produits d'exploitation courants	**12 027 623,09**	**10 888 530,08**
Charges de prestations	-5 305 503,10	-5 865 267,30
Charges de provisions	-364 798,61	731 279,87
Autres provisions pour égalisation	-	-
Charges de prestations d'assurance	**-5 670 301,71**	**-5 133 987,43**
Charges ou produits nets des opérations données en substitution	**-**	**-**
Cotisations cédées	-6 605 904,60	-5 562 996,44
Prestations cédées	4 142 667,46	4 134 844,97
Commissions reçues du réassureur	598 504,96	508 441,88
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	**-1 864 732,18**	**-919 709,59**
Charges d'exploitation bancaires	**-**	**-**
Charges des autres activités	**-**	**-**
Frais d'acquisition	-1 739 868,62	-955 497,26
Frais d'administration	-2 134 676,64	-1 389 536,95
Autres charges techniques et non techniques	-12 364,68	-9 474,49
Charges de gestion	**-3 886 909,94**	**-2 354 508,70**
Total des charges d'exploitation courante	**-11 421 943,83**	**-8 408 205,72**
Résultat d'exploitation courante	**605 679,26**	**2 480 324,36**
Autres produits nets	**12,19**	**-**
Résultats exceptionnels	**-9 780,30**	**-7 231,37**
Impôt sur le résultat	**-233 114,99**	**-813 531,35**
Impact de l'entrée en fiscalité à l'ouverture	**-**	**-**
Résultat intermédiaire	**362 796,16**	**1 659 561,64**
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	**-**	**-**
Engagements à réaliser sur ressources affectées	**-**	**-**
Résultat net des entreprises intégrées	**-**	**-**
Quote part des entreprises mises en équivalence	**-**	**-**
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	**-**	**-**
Résultat net de l'ensemble consolidé	**-**	**-**
Intérêts minoritaires	**-**	**-**
Résultat net de l'ensemble combiné	**362 796,16**	**1 659 561,64**

31 décembre 2014				31 décembre 2013
Autres activités mutualistes	Activités bancaires	Autres activités	Total N	Total N-1
-	-	-	18 843 812,16	20 018 218,88
-	-	-	418 657,98	481 434,20
-	**-**	**-**	**19 262 470,14**	**20 499 653,08**
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	**-**	**-**	**778 400,13**	**793 617,94**
	-	**-**	**2 875 282,90**	**2 730 078,19**
-	**-**	**-**	**22 916 153,17**	**24 023 349,21**
-	-	-	-11 170 770,40	-12 494 116,14
-	-	-	366 481,26	357 804,58
-	-	-	-	-
	-	**-**	**-10 804 289,14**	**-12 136 311,56**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	-	-	-12 168 901,04	-13 066 810,99
-	-	-	8 277 512,43	9 135 306,61
-	-	-	1 106 946,84	1 204 447,10
	-	**-**	**-2 784 441,77**	**-2 727 057,28**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
	-	-	-2 695 365,88	-2 692 427,57
-	-	-	-3 524 213,59	-2 769 100,55
	-	-	-21 839,17	-21 193,59
-	**-**	**-**	**-6 241 418,64**	**-5 482 721,71**
-	**-**	**-**	**-19 830 149,55**	**-20 346 090,55**
-	**-**	**-**	**3 086 003,62**	**3 677 258,666**
-	**-**	**-**	**12,19**	**-**
-	**-**	**-**	**-17 011,67**	**4 481,23**
-	**-**	**-**	**-1 046 646,34**	**-651 027,20**
-	**-**	**-**	**-**	
-	**-**	**-**	**2 022 357,80**	**3 030 712,69**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**2 022 357,80**	**3 030 712,69**

L'annexe aux comptes

Dans le cadre de la réglementation, le règlement du CRC 2002.08 - *(Jo du 25 mai 2003)* étend aux mutuelles régies par le code de la mutualité (article L212-7) l'application du règlement du CRC 2000-05 sur l'obligation d'établir des comptes combinés.
Ces dispositions sont appliquées depuis les comptes de l'exercice 2004.

Le périmètre de combinaison

Par décision des conseils d'administration de MUTLOG et MUTLOG Garanties, la convention de combinaison signée le 26 octobre 2004 définit le périmètre de combinaison :

- **MUTLOG** : mutuelle combinante, qui assure la branche 20 : Vie-décès, perte totale et irréversible d'autonomie.
- **MUTLOG Garanties** : mutuelle combinée, qui assure les branches d'activité :
  - branches 1-2 : invalidité - incapacité
  - branche 16 : perte d'emploi indemnisée

Les branches d'activité de MUTLOG Garanties sont subordonnées à la branche 20 (Décès - Perte totale et irréversible d'autonomie - PTIA) assurée par MUTLOG.

Les deux mutuelles clôturent leurs comptes au 31 décembre.
Sont exclus du périmètre de combinaison :

- La SCI quai de Seine : les mutuelles détiennent 20 % du capital social (8 % MUTLOG et 12 % MUTLOG Garanties), la SCI n'a aucun endettement financier.
- Le "GIE Groupe ACMIL" : le GIE procède à la répartition des charges et respecte une totale transparence. Le GIE de moyens ne reçoit aucune ressource spécifique, et n'a pas d'endettement financier.

A - Faits caractéristiques de l'exercice

A.1. Les faits marquants des mutuelles :

Les faits survenus au cours de l'exercice sont donc :

POUR MUTLOG et MUTLOG Garanties :

- Conformément aux résolutions de l'assemblée générale du 12 juin 2014, la mutuelle a décidé :
  - La reconduction du traité en excédent de plein pour les prêts bancaires avec le maintien de plein de conservation à 20 000 euros par tête en vie et 2 000 euros d'échéance annuelle du prêt en non vie.
  - La reconduction du traité de réassurance en quote part à 50/50 pour les prêts sociaux.
  - La reconduction du traité en quote part 75/25 pour le contrat Crédit Coopératif signé à effet mars 2012
- La reconduction de l'allocation d'une indemnité de fonctions au Président et au Trésorier Général.
- Les mutuelles ont procédé au cours de l'exercice 2014 au renouvellement du collège des délégués mutualistes, ce renouvellement ayant lieu tous les 6 ans.
- A fin 2014, et pour la première année depuis l'entrée en fiscalité au 1er janvier 2012, l'impôt sur les sociétés (IS) est calculé sur la base de 100% du résultat fiscal (contre 60 % à fin 2013 et 40 % à fin 2012).

POUR MUTLOG :

- L'attribution d'une indemnité temporaire pour un administrateur.
- Décision par le conseil d'administration de la signature de l'acte notarié sur le rachat de 3 % des parts dans la SCI quai de Seine (pour 162 203 euros, soit 0,33 % des actifs détenus en 2014).
- Sur proposition du comité financier, le conseil d'administration a adopté le principe d'un investissement sur "Impact Coopératif" pour 1 million d'euros, ce qui représenterait (hors cadre de gestion) 2,04 % des actifs détenus en 2014. Cet investissement n'a pas été réalisé en 2014.

■ **POUR MUTLOG Garanties :**

- Décision par le conseil d'administration de la signature de l'acte notarié sur le rachat de 7 % des parts dans la SCI quai de Seine (pour 378 707 euros, 0,81 % des actifs détenus en 2014)
- Sur proposition du comité financier, le conseil d'administration a adopté le principe d'un investissement sur "Impact Coopératif" pour 1 million d'euros, ce qui représenterait (hors cadre de gestion) 2,15 % des actifs détenus en 2014. Cet investissement n'a pas été réalisé en 2014.

A.2. Les faits marquants à travers le GIE de moyens :

Dans le cadre de la gestion du GIE de moyens "GIE Groupe ACMIL", il convient de noter :

1 - Investissements :

Le GIE a procédé à 194 665,81 € d'investissements dont notamment :

- Des dépenses de licences dans le cadre de la mise en place de la gestion électronique de documents - GED - à hauteur de 90 600,00 euros pour la "Business Document Licence" et pour 31 584,00 euros pour celle d'Arondor ;
- L'achat de deux scanners pour 18 982,80 euros ;
- Le renouvellement du véhicule pour 27 220,00 euros en valeur brute et hors cession du véhicule précédent ;
- La mise à jour du logiciel WINDEV 15 a été comptabilisée en logiciels pour 6 276,00 euros ;
- Les dépenses relatives aux aménagements et installations pour 6 150,00 euros ;
- L'achat d'autres matériels pour 1 624,60 euros.

2 - Estimation des engagements sociaux pour le compte des mutuelles :

- Les estimations des provisions pour Indemnités de Fin de Carrière et Médailles du travail sont faites selon la méthode actuarielle. A fin 2014, le taux d'actualisation utilisé est de 1,334 % contre 1,49 % en 2013, et correspond à la moyenne déflatée des taux de rendement des OAT TEC 10, compte tenu de la prise en compte du taux d'inflation dans l'évolution des salaires (moyenne de 1,64 % en 2014, déflatée d'une inflation de 0,3 %).
- L'ensemble des charges du GIE est répercuté auprès des membres sous forme d'appels de fonds dans la limite des règles fiscales. Les variations de charges non refacturées font apparaître un résultat.
  Ces écarts de résultat seront affectés aux membres au moment où ils deviendront des charges payées.
  Dans cette attente et pour matérialiser leur engagement solidaire, les membres s'engagent à provisionner dans leurs propres comptes, à chaque clôture, la part des écarts de résultat du GIE leur revenant relatives aux provisions pour risques et charges.
  En contrepartie de ces charges non appelées, les membres ont émis leurs lettres d'engagement solidaires pour prendre en charge la part du résultat déficitaire du GIE leur revenant.
  L'engagement de MUTLOG de 449 879,10 € et de MUTLOG Garanties de 334 657,23 € font l'objet d'une provision pour charge non appelée par le GIE Groupe Acmil.

3 - Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - CICE :

Le CICE est entré en vigueur depuis le 1er janvier 2013 pour toutes les entreprises embauchant des salariés et soumises à l'impôt sur les sociétés. Il est calculé sur le montant des rémunérations inférieures à 2,5 Smic calculés pour un an.
Le CICE calculé au sein du GIE Groupe Acmil a été comptabilisé au débit d'un sous-compte 444000 Etat- Impôt sur les sociétés par le crédit d'un compte 649000 - CICE.
Le montant du CICE a été refacturé pour chaque membre du GIE Groupe Acmil en fonction de la clé de répartition Frais de personnel. Par transparence du GIE, le compte 444100 est soldé et le crédit d'impôt est constaté dans la comptabilité des membres et dans leurs déclarations fiscales.

B - Référentiel comptable et réglementaire

B.1. Notes sur les règles et méthodes de la mutuelle :

Les comptes combinés de l'exercice 2014 ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur applicable aux mutuelles, résultant des règlements du Comité de la Réglementation Comptable, des arrêtés ministériels, de l'arrêté du 2 mai 2002 relatif aux règles prudentielles, et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes combinés sont établis par intégration globale.
Les comptes sociaux des deux mutuelles respectent l'homogénéité des méthodes utilisées tant dans la valorisation des actifs et / ou dépréciation de ces derniers, que dans l'évaluation des amortissements et provisions à caractère général gérés au sein du GIE de moyens.

Les comptes courants (créances et dettes) existant entre MUTLOG et MUTLOG Garanties sont neutralisés dans les comptes combinés.

Il en est de même des :

- Opérations éventuelles affectant le tableau des engagements reçus et des engagements donnés.
- Provisions pour risque d'exigibilité.

B.2. Notes sur les règles et méthodes du GIE de moyens :

Les charges et produits d'exploitation du GIE Groupe ACMIL ont été répartis entre les membres sur la base de critères identifiables et justifiables en fonction de l'activité et des volumes traités, et conformément aux clés de répartition approuvées par les instances statutaires.

Les dépenses d'investissements font l'objet d'un suivi spécifique en comptes courants tant au niveau global pour le GIE qu'au niveau de chaque membre.

C-Informations sur les postes de l'actif du bilan

C.1. Les actifs incorporels, placements immobiliers et actifs corporels d'exploitation :

Les actifs sont valorisés au coût historique.
Les actifs incorporels, placements immobiliers et actifs corporels d'exploitation sont détaillés ci-dessous :

	Valeur brute au 31/12/2013	Augmentation	Diminution et transfert	Valeur brute au 31/12/2014	Amortissement prov. pour dépréciation	Montant net au 31/12/2014
Actifs incorporels						
- Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
- Frais de développement	-	-	-	-	-	-
- Autres actifs incorporels	36,00	-	-	36,00		36,00
Total actifs incorporels	**36,00**	**-**	**-**	**36,00**	**-**	**36,00**
Placements immobiliers						
Terrains et constructions						
- Terrains et constructions	2 587 088,63	-	-	2 587 088,63	-436 993,38	2 150 095,25
- Parts de sociétés cotées à objet foncier	-	-	-	-	-	-
- Immeubles bâtis hors immeuble d'exploitation	-	-	-	-	-	-
- Parts et actions en sociétés immobilières non côtées	663 178,24	941 190,90	-94 340,00	1 510 029,14	-	1 510 029,14
- Immeubles d'exploitation	-	-	-	-	-	-
Terrains et constructions en cours	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
- Terrains affectés à une construction en cours	-	-	-	-	-	-
- Immeubles en cours	-	-	-	-	-	-
- Immeubles d'exploitation en cours	-	-	-	-	-	-
Total placements immobiliers	**3 250 266,87**	**941 190,90**	**-94 340,00**	**4 097 117,77**	**-436 993,38**	**3 660 124,39**
Total titres de propriété	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total autres titres de placements	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Actifs corporels d'exploitation						
- Dépôts et cautionnements	91 469,42	-	-	91 469,42	-	91 469,42
- Actifs corporels d'exploitation (C/C investissements du GIE)	995 287,35	197 337,04	-350 704,32	841 920,07	-	841 920,07
Total actifs corporels d'exploitation	**1 086 756,77**	**197 337,04**	**-350 704,32**	**933 389,49**	**-**	**933 389,49**
TOTAL GENERAL	**4 337 059,64**	**1 138 527,94**	**-445 044,32**	**5 030 543,26**	**-436 993,38**	**4 593 549,88**

Les **placements immobiliers** sont constitués :

- De l'immeuble de bureau sis au 10 rue Riquet - Paris 19e (valeur : 2 587 000 euros).
- 20 % des parts de la SCI quai de Seine – suite à l'acquisition de 10 % détenus par l'ACMIL- dont 8 % par MUTLOG et 12 % par MUTLOG Garanties , contre 5 % pour chaque mutuelle fin 2014. La SCI est propriétaire du siège social des 2 Mutuelles.
- De parts de la SCI Palais de la Mutualité pour 47 000 euros pour chacune des mutuelles.
- De parts de la SCPI Pierval Santé à hauteur de 600 000 euros.

Le poste immeuble de bureau est composé du terrain et des structures et composants. L'amortissement pratiqué est linéaire :

	Valeur brute 01/01	Augmen-tation	Diminution	Valeur brute 31/12	Taux d'amort.	Amortisse-ments fin d'exercice	Valeur nette	dotation de l'exercice	Durée d'amort.
Terrain	530 000,00			530 000,00			**530 000,00**		
Gros œuvre Structure	642 000,00			642 000,00	2,50 %	128 400,00	**513 600,00**	16 050,00	40 ans
Etanchéité	160 500,00			160 500,00	5,00 %	64 200,00	**96 300,00**	8 025,00	20 ans
Chauffage	56 612,10			56 612,10	6,67 %	9 761,06	**46 851,00**	3 774,14	15 ans
Climatisation	236 046,65			236 046,65	6,67 %	40 699,18	**195 347,47**	15 736,44	15 ans
Electricité	179 619,81			179 619,81	6,67 %	30 970,06	**148 649,75**	11 974,65	15 ans
Façades	36 673,60			36 673,60	6,67 %	6 102,23	**30 571,37**	2 444,91	15 ans
Plomberie	48 578,87			48 578,87	6,67 %	8 083,17	**40 495,70**	3 238,59	15 ans
Menuiseries ext.	201 934,04			201 934,04	5,00 %	25 200,26	**176 733,78**	10 096,70	20 ans
Agencements int.	495 123,56			495 123,56	10,00 %	123 577,42	**371 546,14**	49 512,36	10 ans
Total	**2 587 088,63**	**-**	**-**	**2 587 088,63**		**436 993,38**	**2 150 095,25**	**120 852,79**	

Soit :

	Valeur brute 01/01	Augmen-tation	Diminution	Valeur brute 31/12	Taux d'amort.	Amortisse-ments fin d'exercice	Valeur nette	Dotation de l'exercice
Terrain	530 000,00			530 000,00			**530 000,00**	
Immeuble	2 057 088,63	-	-	2 057 088,63		436 993,38	**1 620 095,25**	120 852,79
Total	**2 587 088,63**	**-**	**-**	**2 587 088,63**		**436 993,38**	**2 150 095,25**	**120 852,79**

Les **actifs corporels d'exploitation** sont constitués à travers le compte courant sur investissements du GIE de moyens : "GIE groupe ACMIL", en conséquence, seules les immobilisations corporelles du bien immeuble sont portées en propre par MUTLOG.

Les acquisitions d'immobilisations sont financées par les membres et leur montant est inscrit au crédit des comptes courants Investissements respectifs des membres, la répartition de leur financement étant faite en fonction de clés retenues pour les amortissements de l'année d'investissement.

Les comptes courants sont remboursés aux membres au rythme de comptabilisation des amortissements et proportionnellement aux montants apportés par chacun

Au niveau du GIE le total des soldes des comptes courants "Investissements" des membres est égal à la valeur nette comptable des immobilisations acquises. Les taux d'amortissement pratiqués sont conformes aux préconisations du Plan Comptable Général.

C.2. Les autres placements :

Il convient de distinguer les valeurs amortissables des valeurs non amortissables.

C.2.1. Les valeurs amortissables :

En application de l'article R 212-52 du décret n° 2002 - 720 du 2 mai 2002 les valeurs amortissables sont comptabilisées à la valeur d'acquisition -hors coupons courus- augmentée de la différence entre ce prix d'acquisition et la valeur de remboursement (décote), qui est répartie sur la durée résiduelle des titres, ligne à ligne selon le mode actuariel.

Conformément à l'article R 212-52 du code de la mutualité, une provision pour dépréciation est constituée si le débiteur n'est pas en mesure de respecter ses engagements (paiement des intérêts et remboursement du principal).

La réserve de capitalisation, lorsqu'elle est constituée dans les comptes sociaux, est retraitée dans les comptes combinés.

C.2.2. Les valeurs non amortissables :

Les valeurs non amortissables, autres que les valeurs mentionnées précédemment, sont inscrites au bilan à leur prix d'achat ou leur prix de revient à la date d'acquisition.

En application de l'article R 212-53, ces valeurs non amortissables donnent lieu à l'analyse ligne par ligne afin de constituer si besoin **une provision pour dépréciation à caractère durable.**

Pour l'arrêté des comptes 2014, les critères suivants ont été retenus pour déterminer la nécessité ou non de constater une provision pour dépréciation durable :
- une moins-value égale ou supérieure à 20 % du prix d'achat pendant 6 mois consécutivement avant la clôture
- l'existence d'une provision pour dépréciation durable à l'ouverture
- l'existence d'informations laissant penser que le titre a perdu durablement de sa valeur

Lorsque la nécessité de constater une provision pour dépréciation durable se réalise alors celle-ci est calculée par différence entre le cours du titre à la clôture et son prix d'achat.

Au 31 décembre 2014, la provision pour dépréciation à caractère durable est de 248 150 euros contre 756 211 euros en 2013.

L'ensemble des placements en valeur nette comptable est de **94 014 505** euros et se répartit de la façon suivante :
- MUTLOG : ..... 47 534 887 euros
- MUTLOG Garanties : ..... 46 479 618 euros
- TOTAL valeur nette : ..... **94 014 505 euros**

Les placements sont constitués de :

Parts détenues sur la SCI quai de Seine :	815 420 euros
Parts détenues de la SCI Palais de la Mutualité	94 340 euros
Parts détenues de la SCPI Pierval Santé	600 270 euros
Terrains et constructions - 10 rue Riquet	2 150 095 euros
Autres placements :	90 354 380 euros
	94 014 505 euros

Autres placements : valeurs brutes - valeurs nettes	**Valeur brute au 31/12/2013**	**Différence de rembt à percevoir**	**Augmentation**	**Diminution et transfert**	**Valeur brute au 31/12/2014**	**Amortissement prov. pour dépréciation**	**Montant net au 31/12/2014**
Autres placements							
Actions	2 131 588,16	-	389 800,00	-505 613,73	2 015 774,42	-248 150,00	1 767 624,42
Actions non cotées	1 208 299,00		610 030,50	-	2 218 105,50	-	2 218 105,50
OPCVM	35 752 760,03	-	9 606 390,73	-5 699 071,08	42 090 765,88	-	42 090 765,88
Dépôts au SFG	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total : valeurs non amortissables	**39 492 423,19**	**-**	**10 606 221,23**	**-6 204 684,81**	**46 324 645,80**	**-248 150,00**	**46 076 495,80**
Obligations	31 286 805,73	137 195,42	-	-8 229 372,72	23 194 628,43	-	23 194 628,43
Certificat de dépôts	5 500 000,00	-	-	-	5 500 000,00	-	5 500 000,00
Compte sur livret	11 000 000,00	-	-	-	11 000 000,00	-	11 000 000,00
Autres dépôts	1 600 000,00	-	-	-	3 600 000,00	-	3 600 000,00
Titres subordonnés à durée indéterminée	600 000,00	-	150 000	-	750 000,00	-	750 000,00
Autres titres subordonnés	450 000,00	-	-	-250 000	200 000,00	-	200 000,00
Autres prêts	34 089,59	-	-	-833,44	33 256,15	-	33 256,15
Total Autres placements	**89 963 318,51**	**137 195,42**	**10 756 221,23**	**-14 684 890,97**	**90 602 530,38**	**-248 150,00**	**90 354 380,38**
A2d - Dépôts espèces chez les cédantes	-	-	-	-	-	-	-
Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes	-	-	-	-	-	-	-
A2d - Total dépôts espèces chez les cédantes	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

Sur les valeurs non amortissables, la provision pour dépréciation à caractère durable est :

Mouvement de la provision pour dépréciation à caractère durable	
Provisions pour dépréciation à caractère durable au 1er janvier	-756 211,52
Provisions pour dépréciation sur les dépôts au 1er janvier	-
Dotations de l'exercice	-
Variation de l'exercice sur les dépôts	-
Variation de l'exercice	508 061,52
Montants nets provisions sur les valeurs non amortissables	**-248 150,00**

En application de l'article R 212-24, ces valeurs non amortissables donnent lieu à une analyse globale afin de constituer une **provision pour risque d'exigibilité** dès lors que la valeur globale inscrite au bilan des placements visés à l'article R.212-53 - après déduction faite de la provision pour dépréciation à caractère durable - est supérieure à la valeur globale des placements évalués selon les règles de l'article R212-54 (valeur de réalisation). La provision à constituer est égale à la différence constatée entre les deux évaluations.

La provision pour risque d'exigibilité n'a pas lieu d'être constatée.

La provision pour risque d'exigibilité est une provision technique.

Etat récapitulatif des placements 2014	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur nette	Valeur de réalisation
- I - Placements (détail des postes A2 et A3 de l'actif)			
Total 1 - Placements immobiliers et placements immobiliers en cours	4 097 118	3 660 124	5 108 318
Total 2 - Actions et autres titres à revenus variables autres que les parts d'OPCVM	4 233 880	3 985 730	4 780 739
Total 3 - Parts d'OPCVM autres que celles visées au point 4	42 090 766	42 090 766	42 354 501
Total 4 - Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenus fixes	-	-	-
Total 5 - Obligations et autres titres à revenus fixes	29 507 433	29 644 628	33 058 489
Total 6 - Prêts hypothécaires	-	-	-
Total 7 - Autres prêts et effets assimilés	33 256	33 256	33 256
Total 8 - Dépôts auprès des cédantes	-	-	-
Total 9 - Dépôts (autres que le 8) et cautionnement en espèces	14 600 000	14 600 000	14 600 000
Total 10 - Actifs réprésentatifs des opérations en unités de comptes	-	-	-
TOTAL des lignes 1 à 10 :	**94 562 453**	**94 014 505**	**99 935 303**
	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur nette	Valeur de réalisation
a) Dont			
- Placements évalués selon l'article R 212-52 (titres amortissables)	29 507 433	29 644 628	33 058 489
- Placements évalués selon l'article R 212-53 (titres non amortissables)	50 455 020	49 769 876	52 276 814
- Placements évalués selon l'article R 212-37 (garanties à capital variable)	-	-	-
	79 962 453	79 414 505	85 335 303
b) Dont			
- valeurs affectables à la représentation des provisions techniques autres que celles-ci-dessous	79 962 453	79 414 505	85 335 303
- valeurs garantissant les engagements pris au titre de la branche 25			
- valeurs déposées chez les cédantes			
- valeurs affectées aux provisions techniques au titre de la branche 26			
- autres affectations ou sans affectation			
	79 962 453	79 414 505	85 335 303
- II - Actifs affectables à la représentation des provisions techniques (autres)	**-**	**-**	**-**
- III - Valeurs appartenant à des organismes au titre de la branche 25	**-**	**-**	**-**

C.3. Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques :

Il convient de considérer deux types de traité de réassurance : la population de transfert des garanties emprunteurs en provenance de la FNMF et la population d'origine des 2 mutuelles.

C.3.1. Population de transfert en provenance de la FNMF :

Cette population est réassurée par un traité de réassurance proportionnel en quote part à 100 % auprès de MUTRé SA.

C.3.2. Population d'origine des mutuelles :

Ces populations sont réassurées, depuis 1992, par des traités de réassurance proportionnels en excédent de plein ou en quote part auprès de MUTRé SA. Ces traités sont appliqués dossier à dossier afin de distinguer la charge des Mutuelles (part en rétention) de celle du réassureur (part en cession), soit :

Traité applicable	Activité vie pour **MUTLOG :** base capital emprunté	Activité non vie pour **MUTLOG Garanties :** base l'annuité du prêt
En **excédent de plein :** prêts sociaux et prêts bancaires		
> 1992 - 1997 - U - 102 et U 103	3 811,20 euros par prêt	381,12 euros d'annuité
> 1998 - 2000 - U 118	3 811,20 euros par prêt	381,12 euros d'annuité
> 2001 - 2003 - U 118	4 573,47 euros par prêt	457,34 euros d'annuité
> 2004 - 2005 - 08T000117	6 100,00 euros par prêt	610,00 euros d'annuité
> 2006 - 08T000117	10 000,00 euros par prêt	1 000,00 euros d'annuité
En **excédent de plein** : prêts bancaires > 2007 - 2014 - 08T000117	20 000,00 euros par prêt	2 000,00 euros d'annuité
En **quote part** : prêts sociaux > 2007 - 2014 - 08T000173	Quote part 50 / 50	Quote part 50 / 50
En **quote part** : prêts de la convention Crédit Coopératif > Mars 2012 - 2014 - 09T000264	Quote part 75 / 25	Quote part 75 / 25
En **quote part** : prêts PASS Foncier (assortis d'une caution CNP) > 2009 - 2014 - 09T000223	Quote part 50 Mutlog / Quote part 37,50 MUTRé Quote part 12,50 CNP	Quote part 50 Mutlog / Quote part 37,50 MUTRé Quote part 12,50 CNP

Au-delà de cette conservation, le solde est cédé au réassureur.
Les ratios sont constants jusqu'à extinction de l'amortissement du contrat hors avenant.

Ce traité prévoit un compte de participation bénéficiaire avec - si le compte est excédentaire - la répartition suivante :

- 45 % à la constitution d'un fonds de stabilité
- 35 % à la cédante
- 20 % au réassureur

Les comptes courant du réassureur font l'objet de régularisations trimestrielles.
La part des cessionnaires est constituée de :

Part des cessionnaires	2014	2013
MUTLOG		
Provisions mathématiques (Vie)	844 926,65	754 360,27
Provisions pour sinistres (Vie) PSP	2 834 596,45	3 215 482,73
	3 679 523,10	**3 969 843,00**
MUTLOG Garanties		
Provisions pour cotisations non acquises (Non-Vie) AT	417 556,86	540 472,31
Provisions pour cotisations non acquises (Non-Vie) PEI	95 451,46	129 789,91
Provisions pour risque croissant (Non-Vie) AT	220 800,00	238 600,00
Provisions pour sinistres (Non-Vie) PSP AT	4 081 510,96	4 039 532,25
Provisions pour sinistres (Non-Vie) PSP PEI	301 483,00	451 773,45
Provisions pour sinistres (Non-Vie) PM AT	14 496 020,06	15 016 619,09
Provisions pour sinistres (Non-Vie) PM PEI	392 166,38	527 452,15
	20 004 988,72	**20 944 239,16**
TOTAL	**23 684 511,82**	**24 914 082,16**

La part des provisions techniques du réassureur relative :

- aux cotisations non acquises fait l'objet d'un dépôt reçu du cessionnaire, elle est portée dans le poste du passif **"dettes nées des opérations d'assurance"**.
- aux prestations à payer (provisions pour prestations à payer et provisions mathématiques) est déposée en les livres du réassureur. En contrepartie, les mutuelles disposent d'un engagement reçu **assorti d'un contrat de nantissement**.

Face aux règles applicables à la constitution de l'exigence de marge de solvabilité, et le principe de plafonnement du ratio de cession, ce portefeuille - cédé en moyenne à plus de 50 % - génère un besoin de marge de solvabilité supplémentaire.

C.4. Les créances :

Les **créances** nées d'opérations d'assurance sont essentiellement dues :

- à la contrepartie des cotisations restant à émettre enregistrées en résultat, dans le principe de rattachement à l'exercice, la provision pour cotisations acquises non émise est calculée *prorata temporis* dossier à dossier en fonction de la périodicité retenue.
- aux créances restant à recouvrer à la fin de l'exercice.

Créances nées d'opérations d'assurance	2014	2013
Cotisations restant à émettre DC	1 318 296,07	1 191 044,75
Cotisations restant à émettre AT	830 449,18	817 325,98
Cotisations restant à émettre PEI	137 795,62	152 395,78
Cotisations restant à annuler	-362 182,58	-299 934,04
Cotisations restant à émettre	**1 924 358,29**	**1 860 832,47**
Créances restant à recouvrer	**378 010,60**	**308 108,64**
TOTAL	**2 302 368,89**	**2 168 941,11**

L'ensemble des créances est à échéance de moins d'un an.
Les créances ne comportent pas de risque de recouvrement, il n'y a pas lieu de constituer une dépréciation.

D - Informations sur les postes du passif du bilan

D.1. Les fonds propres et réserves :

Les fonds propres et réserves sont constitués conformément aux décisions prises en assemblée générale des mutuelles.

Les fonds propres et les réserves sont constitués de :

	2013	Affectation de résultat	Autres	Résultat de l'exercice	2014
Fonds d'Etablissement					
Fonds d'établissement MUTLOG	1 500 000	-	-	-	1 500 000
Fonds d'établissement MUTLOG Garanties	1 550 000	-	-	-	1 550 000
Apport sans droit de reprise	5 000 000	-	-	-	5 000 000
	8 050 000	**-**	**-**	**-**	**8 050 000**
Réserves & report à nouveau					
Réserves MUTLOG	28 779 694	790 397	-	-	29 570 091
Réserves MUTLOG Garanties	37 251 476	1 791 523	-	-	39 042 999
Impact de l'impôt différé	-	448 792	-	-	448 792
Report à nouveau MUTLOG	-	-	-	-	-
Report à nouveau MUTLOG Garanties	-	-	-	-	-
	66 031 170	**3 030 712**	**-**	**-**	**69 061 882**
Résultat de l'exercice					
Retraitement de la PRE	-	-	-	-	-
Retraitement de l'impôt différé	448 792	-448 792	-135	-	-135
Résultat de l'exercice MUTLOG	790 397	-790 397	-6 282	362 796	356 514
Résultat de l'exercice MUTLOG Garanties	1 791 523	-1 791 523	6 417	1 659 562	1 665 979
	3 030 712	**-3 030 712**	**-**	**2 022 358**	**2 022 358**
TOTAL	**77 111 882**	**-**	**-**	**2 022 358**	**79 134 240**

Les fonds propres de l'ensemble de combinaison évoluent de la manière suivante :

	Fonds d'établissement	Réserves	Résultat de l'exercice	Fonds de dotation	Total des fonds propres
Situation au 31 décembre 2005	**3 050 000**	**18 643 688**	**3 022 454**	**-**	**24 716 142**
Mouvements	5 000 000	3 022 454	13 388 738	-	-
Situation au 31 décembre 2006	**8 050 000**	**21 666 142**	**13 388 738**	**-**	**43 104 880**
Mouvements	-	13 388 738	6 935 446	-	-
Situation au 31 décembre 2007	**8 050 000**	**35 054 880**	**6 935 446**	**-**	**50 040 326**
Mouvements	-	6 935 446	5 949 725	-	-
Situation au 31 décembre 2008	**8 050 000**	**41 990 326**	**5 949 725**	**-**	**55 990 051**
Mouvements	-	5 949 725	6 292 066	-	-
Situation au 31 décembre 2009	**8 050 000**	**47 940 051**	**6 292 066**	**-**	**62 282 117**
Mouvements	-	6 292 066	2 518 414	-	-
Situation au 31 décembre 2010	**8 050 000**	**54 232 117**	**2 518 414**	**-**	**64 800 531**
Mouvements	-	2 518 414	4 054 131	-	-
Situation au 31 décembre 2011	**8 050 000**	**56 750 531**	**4 054 131**	**-**	**68 854 662**
Mouvements	-	4 054 131	5 226 508	-	-
Situation au 31 décembre 2012	**8 050 000**	**60 804 662**	**5 226 508**	**-**	**74 081 170**
Mouvements	-	5 226 508	3 030 712	-	-
Situation au 31 décembre 2013	**8 050 000**	**66 031 170**	**3 030 712**	**-**	**77 111 882**
Mouvements	-	3 030 712	2 022 358	-	-
Situation au 31 décembre 2014	**8 050 000**	**69 061 882**	**2 022 358**	**-**	**79 134 240**

Les réserves sont constituées de :

	MUTLOG	MUTLOG Garanties	Total
Réserves libres	28 247 145,58	35 490 140,27	63 737 285,85
Impact de l'impôt différé	314 340,63	296 374,84	610 715,47
Réserve spéciale de solvabilité	1 201 327,0	3 208 176,53	4 409 503,60
Réserve de capitalisation	45 442,90	258 935,39	304 378,29
	29 808 256,18	**39 253 627,03**	**69 061 883,21**

D.2. Les provisions techniques brutes :

1°) Provisions techniques (vie) :

La provision mathématique vie représente la différence entre les valeurs actuelles des engagements pris par la mutuelle (probabilité de devoir payer des prestations), *d'une part, et par les membres participants* (engagement des adhérents à payer les cotisations), *d'autre part.*

Cette provision est calculée à partir des données individuelles des prêts et par l'utilisation de la table d'expérience certifiée fin 2005, puis en 2010 dans le cadre de la certification quinquennale, et suivi annuel en 2014.

Au regard des spécificités des garanties emprunteurs, le calcul est opéré par groupes de risques homogènes d'emprunteurs. Sur une analyse des principes économiques réalistes et les plus probables, la notion de groupe homogène s'entend par critère :

> de taux d'intérêts des prêts (ce qui équivaut à la notion d'année d'entrée en assurance, voire de groupes d'année dans le cas où les taux d'intérêts seraient similaires).

> de durée résiduelle (ce qui équivaut aux années de terme des contrats ou groupe de durée résiduelle, selon les horizons plus ou moins long terme). Au titre de cet exercice, les horizons sont très lointains.

> de structure de tarification.

Le segment des prêts PASS FONCIER® fait l'objet d'un suivi particulier.

Les provisions sont mesurées en prix public et intègrent la part de cotisations non acquises.

Compte tenu du niveau de réassurance, la part du cessionnaire est établie à hauteur de 100 %.

Le taux d'actualisation de 0,75 % a été retenu pour l'ensemble des flux futurs. Au regard de la mise en œuvre coûteuse et disproportionnée face au résultat attendu, l'ensemble combiné ne retraite pas de frais d'acquisition reportés.

Les provisions brutes d'assurance vie sont résumées dans le tableau ci-dessous :

(Montant brut au passif, en euros)	31 déc. 2013	Dotation	Reprise	31 déc. 2014
Provision mathématique (vie)	551 900,00	612 400,00	-	1 164 300,00
Provisions pour cotisations non acquises	1 563 623,93	-	247 601,39	1 316 022,54
Total	**2 115 523,93**	**612 400,00**	**247 601,39**	**2 480 322,54**

2°) Provision pour prestations à payer (vie et non vie) :

Cette provision représente la couverture de la probabilité de porter une charge imputable à l'exercice et qui résulte d'évènements en cours à la clôture de l'exercice.

Elle représente : *"La valeur estimative des dossiers non réglés ou réglés mais non payés à la clôture de l'exercice"*.

Cette provision est constituée de :

- **Dossiers connus** : dossier à dossier pondéré de la quotité assurée et sur la base :
  - Du capital restant dû.
  - De l'annuité du prêt, du nombre de jours imputables à l'exercice et restant à payer entre la dernière prestation et la date de clôture - nombre de jours diminué éventuellement des 90 jours de franchise.
- **Dossiers tardifs** tels qu'il ressort de l'analyse statistique des dossiers connus tardivement rapportée aux dossiers en cours de service.
- Coût de gestion rapporté aux montants des provisions brutes et estimé à :
  - **9,04 %** du montant des provisions brutes pour le décès (au lieu de 8,22 % l'an passé).
  - **5,10 %** du montant des provisions brutes pour l'incapacité (au lieu de 4,81 % l'an passé).
  - **9,68 %** du montant des provisions brutes pour la perte d'emploi (au lieu de 7,30 % l'an passé).

3°) Provision mathématique (non vie) :

La provision mathématique représente l'estimation d'un engagement futur et individualisé entre la mutuelle et les adhérents, et qui résulte d'un évènement en cours à la date de clôture.

Elle représente la valeur des engagements respectivement pris par la mutuelle et portant sur :

a) les indemnités calculées sur la base de l'échéance du prêt garanti,
b) le capital restant dû.

selon des différentes typologies d'incapacité ou d'invalidité.

Cette provision constituée sur la base des sinistres déclarés, calculée dossier à dossier corrigée du taux de la quotité assurée, avec l'emploi des tables :

- Loi de maintien en incapacité (T1 - décret décembre 2010)
- Probabilité de passage d'incapacité en invalidité (T2 - décret décembre 2010)
- Loi de maintien en invalidité (T3 - décret décembre 2010)
- Table de maintien en chômage

Les coefficients tiennent compte d'un taux d'actualisation de 1,48 %.

De plus, conformément aux engagements, les provisions tiennent compte le cas échéant de la durée restant à courir du prêt.

Cette provision est augmentée d'un coût de gestion estimé à :
- **5,10 %** du montant des provisions brutes pour l'incapacité.
- **9,68 %** du montant des provisions brutes pour la perte d'emploi.

S'agissant des dossiers non encore connus au moment de l'arrêté des comptes (dossiers tardifs), cette provision est établie sur la méthode des cadencements (méthode Chain Ladder).

4°) Provision pour égalisation :

Pour l'assurance vie et non vie, il n'y a pas lieu de constituer de provision pour égalisation.

5°) Provision pour risque d'exigibilité :

Compte tenu de l'appréciation des marchés, il n'y a pas lieu de constituer de provision pour risque d'exigibilité.

6°) Provision pour risque croissant (non vie) :

La provision pour risque croissant représente la différence entre les valeurs actuelles des engagements pris par la mutuelle (probabilité de devoir payer des prestations), d'une part, et par les membres participants (engagement des adhérents à payer les cotisations), d'autre part.

Cette provision a donné lieu à des études réalisées à partir des données individuelles des prêts du portefeuille de MUTLOG Garanties.

De manière prospective sont estimées : les cotisations restant à encaisser face à la probabilité de devoir payer des prestations, et donc les charges futures des prestations.

Au regard des spécificités des garanties emprunteurs, le calcul est opéré par groupes de risques homogènes d'emprunteurs. Sur une analyse des principes économiques réalistes et les plus probables, la notion de groupe homogène s'entend par critère :

> de taux d'intérêts des prêts (ce qui équivaut à la notion d'année d'entrée en assurance, voire de groupes d'année dans le cas où les taux d'intérêts seraient similaires).

> de durée résiduelle (ce qui équivaut aux années de terme des contrats ou groupe de durée résiduelle, selon les horizons plus ou moins long terme). Au titre de cet exercice, les horizons sont très lointains.

> de structure de tarification.

Le segment des prêts PASS FONCIER® est un groupe fermé dont le profil des prêts est très différent (durée longue avec un important différé d'amortissement), fait l'objet d'un suivi particulier.

Les provisions sont mesurées en prix public et intègrent la part de cotisations non acquises.

Compte tenu du niveau de réassurance, la part du cessionnaire est établie à hauteur de 100 %.

Le taux d'actualisation de 1,48 % a été retenu pour l'ensemble des flux futurs.

7°) Provision pour participation aux excédents (vie) :

Pour l'assurance vie il y a lieu de constituer, une provision pour participation aux excédents. Selon l'article L 212-5 du Code de la Mutualité, "*Les mutuelles et les unions font participer, dans des conditions fixées par décret, leurs membres participants et les bénéficiaires désignés aux excédents techniques et financiers des opérations dépendant de la durée de la vie humaine qu'elles réalisent*".

La participation aux excédents est déterminée par un compte de participation aux résultats auquel est ajoutée une participation au solde du compte financier et est déduite le solde de réassurance cédée.

D'après l'article D 212-4 du Code de la Mutualité, il n'y a pas de dotation à la participation aux excédents pour l'exercice.

Les sommes portées à la provision pour participation aux excédents peuvent être portées à la provision mathématique ou versées aux participants au cours des huit exercices suivants celui au titre duquel elles ont été portées à la provision pour participation aux excédents.

(Montant brut au Passif en euros)	31/12/2013	Dotation	Reprise	31/12/2014
Provision pour participation aux excédents	7 024 170,00	-	-	7 024 170,00

La provision pour participation aux excédents s'élève à 7 024 170 euros.

8°) Répartition des passifs réglementés :

Passif réglementé	2014	2013
Provisions pour Vie	2 480 322,54	2 115 523,93
Provisions pour sinistres Vie	3 712 725,48	4 159 946,69
Provisions pour participations aux excédents	7 024 170,02	7 024 170,02
Provisions pour risque d'exigibilité	-	-
Total provisions VIE	***13 217 218,04***	***13 299 640,64***
Provisions pour cotisations non acquises Non-Vie	1 395 226,79	1 813 884,77
Provisions pour sinistres Non-Vie restant à payer	5 406 078,99	5 620 903,61
Autres provisions techniques Non-Vie	18 322 659,79	19 053 939,66
Provisions pour égalisation (Non-Vie)	-	-
Provisions pour risque d'exigibilité	-	-
Total provisions NON-VIE	***25 123 965,57***	***26 488 728,04***
Total provisions techniques	**38 341 183,61**	**39 788 368,68**
Dettes privilégiées	63 752,66	25 073,56
Total Passif réglementé	**38 404 936,27**	**39 813 442,24**

D.3. Les provisions pour risques et charges :

Les provisions pour risques et charges correspondent essentiellement aux engagements sociaux moyen et long terme Ces engagements sont en compte courant par le GIE. Ces charges ne sont pas refacturées par le GIE de moyen à ses membres. Les mutuelles constatent dans leurs comptes sociaux une provision pour charge non appelées.

La part de provision revenant aux mutuelles est de :	2014	2013
MUTLOG	449 878	374 801
MUTLOG Garanties	334 657	298 850
TOTAL	**784 535**	**673 651**

Les variations aux provisions pour risques et charges sont :

Montant brut au Passif	01/01/2014	Dotation	Reprise	31/12/2014
Provision pour risques et charges	673 650,71	110 884,62	-	784 535,33

D.4. Les dettes :

Les **dettes** nées d'opérations d'assurance sont essentiellement dues :

- à la provision pour cotisations à annuler.
- aux dettes pour dépôts espèces.
- au compte courant du réassureur relatif aux traités de réassurance.

Dettes nées d'opérations d'assurance	2014	2013
Dettes pour dépôt espèces vie	521 426,65	620 360,27
Dettes pour dépôts espèces non vie	638 072,43	767 821,94
Dettes nées des opérations d'assurance vie	1 245 939,16	2 000 505,86
Dettes nées des opérations d'assurance non vie	707 599,42	283 842,85
TOTAL	**3 113 037,66**	**3 672 530,92**

La ventilation par échéance est :

Autres dettes	2014	Court terme	Moyen terme
Dettes pour dépôt espèces vie	521 426,65	-	521 426,65
Dettes pour dépôts espèces non vie	638 072,43	-	638 072,43
Dettes nées des opérations d'assurance vie	1 245 939,16	1 245 939,16	-
Dettes nées des opérations d'assurance non vie	707 599,42	707 599,42	-
TOTAL	**3 113 037,66**	**1 953 538,58**	**1 159 499,08**

Les comptes courants (créances et dettes) existant entre MUTLOG et MUTLOG Garanties qui sont la réciprocité de l'une et l'autre des mutuelles sont neutralisés dans les comptes combinés.

Les **autres dettes** sont principalement constituées du compte courant avec le GIE Groupe ACMIL relatif au solde des frais de fonctionnement, des dettes sociales et fiscales.

Autres dettes	2014	Court terme	Moyen terme
Etat et organismes sociaux	92 494,15	92 494,15	-
Dépôts de garanties	50 500,00	50 500,00	-
Fournisseurs	43 474,13	43 474,13	-
Autres créditeurs	378,82	378,82	-
C/C de la SCI	25 677,40	25 677,40	-
C/C du GIE	1 076 487,85	1 076 487,85	-
TOTAL	**1 289 012,35**	**1 289 012,35**	**-**

E - Informations sur les engagements

E.1. Les engagements reçus sont :

- Conformément à la décision du conseil d'administration du 11 décembre 1996, ratifiée en assemblée générale de juin 1997, la Mutuelle MUTLOG s'est engagée à réserver une ligne de **762 245 euros** à la Mutuelle MUTLOG Garanties, pour l'aider éventuellement à faire face à ses engagements.

Le total des engagements reçus par MUTLOG Garanties est de 762 245 euros.

- Dans le cadre des traités de réassurance, les mutuelles reçoivent une garantie de créances sur les provisions techniques déposées en les livres du réassureur.

Au 31 décembre, ces déclarations de gage sont constituées par des comptes d'instruments financiers, soit :

	31/12/2014	31/12/2013
Déclaration de gage du réassureur (traité 08T000117) - risque décès / PTIA	*3 349 183*	*3 556 924*
Déclaration de gage du réassureur (traité 08T000117) - risques incapacité de travail et invalidité	*20 176 418*	*19 679 118*
Déclaration de gage du réassureur (traité 08T000117) - risque perte totale d'emploi indemnisée	*-*	*1 258 528*
Total	***23 525 601***	***24 494 570***

E.2. Les engagements donnés sont :

1°) MUTLOG :

Conformément à la décision du conseil d'administration du 11 décembre 1996, ratifiée en assemblée générale de juin 1997, la Mutuelle MUTLOG s'est engagée à réserver une ligne de **762 245 euros** à la Mutuelle MUTLOG Garanties, pour l'aider éventuellement à faire face à ses engagements.

2°) Les engagements donnés par MUTLOG Garanties sont :

A) FMGAP : Fonds Mutuel de Garantie des Accédants à la Propriété

Conformément à la décision du Conseil d'Administration du 20 octobre 1993, la mutuelle s'est engagée dans la double limite de 4,5 % des encours du FMGAP et à hauteur maximale de 990 918,61 euros au risque d'épuisement du FMGAP, et ce après épuisement des dépôts du FMGAP.

Au 31 décembre 2014, l'engagement s'élève à 276 euros (contre 978 euros fin 2013).

B) FMGASP : Fonds Mutuel de Garantie des Accédants Sociaux à la Propriété

Conformément à la décision du Conseil d'Administration du 12 décembre 1996, la mutuelle s'est engagée dans la double limite de 4,5% des encours du FMGASP et à hauteur maximale de 1 524 490,17 euros au risque d'épuisement du FMGASP, et ce après épuisement des dépôts du FMGASP.

Au 31 décembre 2014, l'engagement s'élève à 65 118 euros (contre 107 183 euros fin 2013).

Ainsi, les engagements donnés par MUTLOG Garanties sont :

En euros	Engagement au FMGAP	Engagement au FMGASP	Total
Capitaux sous risques	6 139	1 447 067	1 453 206
1 - engagement à hauteur de 4,5 %	276	65 118	65 325
2 - engagement dans la limite de	990 918	1 524 490	2 515 408
Double limite de 1 ou 2	**276**	**65 118**	**65 325**

Et sont représentés par des provisions techniques au passif :

Provisions / engagements	Engagement au FMGAP	Engagement au FMGASP	Total
1 - Provisions constituées	276	65 118	65 325
2 - **Ratio de couverture : provisions / engagements**	**100 %**	**100 %**	**100 %**

Ainsi, au cours de l'exercice 2014, la reprise sur provision s'est élevée à 42 766 euros.

F - Informations sur les postes du compte de résultat

Conformément à la réglementation, le compte de résultat est présenté sous forme de liste - les activités non vie et les activités vie sont présentées en colonnes.

F.1. Les produits financiers nets des charges financières :

Les produits financiers sont essentiellement constitués des revenus sur les titres obligataires et des plus values sur la réalisation des OPCVM, particulièrement des OPCVM monétaires pour la gestion courante.

Par ailleurs ces charges et produits sont corrigés par l'étalement des décotes / surcotes sur la partie des titres de valeurs amortissables.

Ils sont composés de :

Produits financiers nets de charges	Opérations vie	Opérations non vie	Total	N-1
Produits des placements	1 096 210,65	874 821,11	1 971 031,76	2 035 333,63
Produits des investissements ISR	-	-	-	3 145,88
Produits de la SCI	22 355,98	34 924,97	57 280,95	28 038,64
Produits du bien immeuble	191 712,38	-	191 712,38	137 782,77
Produits de réalisations	693 767,64	655 253,76	1 349 021,40	799 479,40
Variation de décote/ surcote	-30 217,14	-37 463,36	-67 680,50	1 899,05
Total des produits	**1 973 829,51**	**1 527 536,48**	**3 501 365,99**	**3 005 679,37**
Charges de réalisations des placements	-284 620,46	-229 142,11	-513 762,57	-144 133,50
Charges de gestion des placements	-155 016,83	-54 373,04	-209 389,87	-136 205,26
Charges du bien immeuble	-120 852,79	-	-120 852,79	-120 852,79
Variation de la PDD	-	217 922,14	217 922,14	125 590,37
Variation autres provisions pour dépréciation	-	-	-	-
Total des charges	**-560 490,08**	**-65 593,01**	**-626 083,09**	**-275 601,18**
Produits nets de charges	**1 413 339,43**	**1 461 943,47**	**2 875 282,90**	**2 730 078,19**

F.2. Ventilation des charges par nature :

La ventilation des charges par nature se présente comme suit :

Charges par nature	Total 31 déc. 2014	Total 31 déc. 2013
Total Achats & Autres charges externes	-1 869 971,83	-1 794 513,80
Total Impôts - Taxes & Versements assimilés	-582 796,42	-460 452,68
Total Charges de personnel (1)	-3 155 067,87	-2 898 720,20
Total Autres charges de gestion courante	-207 082,37	-94 132,12
Total Dotations & Reprises Amort + Provisions	-452 307,13	-492 255,59
Total Général (avant commissionnement)	-6 267 225,62	-5 740 074,39
charges de com DC	-655 161,88	-477 064,14
charges de com AT	-311 964,52	-299 719,22
charges de com PEI	-67 879,10	-83 596,29
Charges de commissionnement	-1 035 005,50	-860 379,65
Total Général	**-7 302 231,12**	**-6 600 454,04**

(1) Dont les frais de personnel :

	31 déc 2014	31 déc 2013
Frais de Personnel	-2 919 703,50	-2 766 684,50
Intéressement des salariés	-235 364,37	-132 035,70
Total Charges de Personnel	**-3 155 067,87**	**-2 898 720,20**

Les charges par nature sont ventilées en charges par destination à partir de critères quantifiables analysés poste par poste :

- frais d'acquisition : volume des contrats en souscription,
- frais d'administration : volume de contrat en encours, volumes des avenants.
- frais des prestations : volume des prestations.
- frais de gestion financière : montant des fonds gérés.

Les charges par nature sont réparties de la manière suivante :

Charges par destination	31 déc. 2014	31 déc. 2013
Frais d'acquisition Décès-PTIA	-1 739 868,62	-1 653 143,25
Frais d'acquisition AT	-685 765,44	-825 284,88
Frais d'acquisition PEI	-269 731,82	-213 999,44
Sous-Total Frais d'acquisition	***-2 695 365,88***	***-2 692 427,57***
Frais d'administration Décès-PTIA	-2 134 676,64	-1 681 494,02
Frais d'administration AT	-996 896,58	-815 015,00
Frais d'administration PEI	-392 640,37	-272 591,53
Sous-Total Frais d'administration	***-3 524 213,59***	***-2 769 100,55***
Frais de gestion des prestations Décès-PTIA	-546 360,56	-591 535,63
Frais de gestion des prestations AT	-264 158,08	-332 483,43
Frais de gestion des prestations PEI	-62 743,14	-78 701,60
Sous-Total Frais de gestion des Prestations	***-873 261,78***	***-1 002 720,66***
Frais de gestion financière immeuble DC/PTIA MUTLOG [1]	-102 534,75	-68 830,84
Frais de gestion financière MUTLOG [1]	-52 482,08	-40 765,35
Frais de gestion financière MUTLOG Garanties	-54 373,04	-26 609,07
Sous-Total Frais de gestion financière	***-209 389,87***	***-136 205,26***
(1) Y inclus charges relatives à l'immeuble de placement - Rue Riquet		
Total des charges par destination	**-7 302 231,12**	**-6 600 454,04**

Les autres taxes et contributions sont notamment constituées de :

- la CVAE pour 39 579 € dont 18 433 € pour MUTLOG et 21 146 € pour MUTLOG Garanties.
- la C3S pour 19 771 € dont 10 272 € pour MUTLOG et 9 499 € pour MUTLOG Garanties.

Pour MUTLOG Garanties, mutuelle non vie, et compte tenu de l'état C11 et des triangles de liquidations des provisions, la taxe sur les excédents de provisions s'élève à 4 588 euros.

Honoraires des commissaires aux comptes

Dans le cadre de la mission de commissariat aux comptes pour les comptes sociaux et combinés, le budget honoraires des commissaires aux comptes s'élève à 97 200 euros TTC.

Sommes et avantages versés aux membres du Conseil d'Administration

S'agissant des membres du conseil d'administration, les sommes versées selon l'article L114.26 sont :

- indemnités allouées aux élus permanents (notamment au Président et au Trésorier Général) : 64 144,50 euros qui se répartissent entre :
  - MUTLOG pour 35 983,50 euros
  - MUTLOG Garanties pour 28 161 euros
- Sommes et avantages de toutes natures versés au titre des frais de déplacements et de séjours : 39 026,43 euros, à raison de :
  - MUTLOG pour 18 682,68 euros
  - MUTLOG Garanties pour 20 343,75 euros

MUTLOG et MUTLOG Garanties ne disposent d'aucun dirigeant salarié au sens de l'article L 114-19 du code de la Mutualité.

F.3. Impôt sur les bénéfices :

En application de l'article 65 de la loi de finance rectificative pour 2011, l'entrée en fiscalité de droit commun est à effet du 1er janvier 2012.

En application du règlement de l'ANC (Autorité des Normes Comptables) n° 2012-07 du 3 décembre 2012, le résultat de la combinaison a donné lieu à la comptabilisation des actifs d'impôts différés au taux de 33 1/3 % correspondant à des différences temporaires entre les bases comptables et fiscales :

	MUTLOG	MUTLOG Garanties	Total
Impôts différés au 1er janvier 2014	314 340,63	296 374,84	610 715,47
1°) impact entrée en ficalité : variations Impôts différés	-62 211,96	-38 094,64	-100 306,60
2°) impact des retraitements temporaires : variations Impôts différés	68 494,45	31 677,65	100 172,10
Impôts différés au 31 décembre 2014	**320 623,12**	**289 957,85**	**610 580,97**
Variations impôts différés	**6 282,49**	**-6 416,99**	**-134,50**

Les actifs d'impôts différés ont tous été comptabilisés du fait de leurs récupérations probables.

Le résultat fiscal

Le calcul du résultat net comptable fait l'objet de retraitements extra-comptables :

- Ecarts de réévaluations extra-comptables dus aux retraitements de certains éléments d'actif et de passif inscrits en franchise d'impôts au bilan d'ouverture du 1er janvier ;
- Réintégrations extra-comptables ;
- Déductions extra-comptables.

	Vie	Non vie	Total
Résultat net comptable	**362 796,16**	**1 659 561,64**	**2 022 357,80**
Impact de l'entrée en fiscalité	-6 282,49	6 416,99	134,50
Réintégrations extra-comptables	382 714,88	775 111,47	1 157 826,35
Réductions extra-comptables	-	-	-
Résultat fiscal	**739 228,55**	**2 441 090,10**	**3 180 318,65**

En application de l'article 88 de la loi de finance rectificative pour 2006 modifié en 2011 :

- le résultat fiscal pour l'exercice 2014 ne donne plus droit à abattement.
- par conséquent, il n'y a plus d'abondement de la réserve spéciale de solvabilité.

Le chiffre d'affaire de chacune des mutuelles est inférieur à 7 630 000 euros, ce qui permet l'application du taux réduit de 15 % sur une quote part de résultat.

L'impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les sociétés est calculé :

- au taux réduit de 15 % sur la fraction du résultat imposable de 38 120 euros.
- au taux de 33 1/3 % sur le solde du résultat imposable dépassant le premier seuil.

	Vie	Non vie	Total
Résultat fiscal	**739 228,55**	**2 441 090,10**	**3 180 318,65**
IS au taux réduit de 15 %	5 718,00	5 718,00	11 436,00
IS au taux de 33,33 %	233 679,48	800 909,93	1 034 589,41
CSB de 3,3 % si IS > 763 000 et CA > 7 630 000	-	417,01	417,01
Montant de l'impôt	**239 397,48**	**807 044,94**	**1 046 442,42**

F.4. Comptes de résultats techniques du réassureur :

La mutuelle a cinq traités de réassurance distincts :

- un traité de réassurance en quote part 100 % pour la population transférée par la FNMF en 2002
- un traité de réassurance en excédent plein (T000117)
- un traité de réassurance en quote part 75/25 pour les prêts Crédit Coopératif, à compter de mars 2012 (T000264)
- un traité de réassurance en quote part 50/50 pour les prêts sociaux (T000173)
- un traité de réassurance en quote part 50/50 pour les prêts PASS FONCIER® (09T000223)

Les comptes de résultats du réassureur sont effectués sur l'ensemble des branches d'activités de MUTLOG et de MUTLOG Garanties en portant au crédit des produits financiers sur les provisions déposées dans les livres du réassureur et au débit les frais du réassureur.

1°) Le compte du réassureur pour le traité en quote part à 100 % :

(cf. article 6 - alinéa C du traité de réassurance n° 08T000137 et 08T00138)

TME 1,6917 %
75 % **du TME** **1,269 %**

Compte de résultat du réassureur

	MUTLOG	MUTLOG Garanties		
	Décès	**AT**	**PEI**	**TOTAL**
Au crédit				
Cotisations de réass. de l'exercice (hors pop. Mutlog)	1 635,66	639,31	538,99	2 813,96
Cotisations de réass. de l'exercice (pop. Mutlog)	20 090,41	12 946,65	-	33 037,06
Cot acquises non émises réass. au 31 décembre N-1	-	-	-	-
Cot acquises non émises réass. au 31 décembre N	-	-	-	-
Indemnités de gestion de réassurance - 10 %	163,57	63,93	53,90	281,40
Indemnités de gestion de réassurance - 8,5 %	1 707,68	1 100,47	-	2 808,15
Provisions mathémathiques au 31 décembre N-1	-	97 559,09	-	97 559,09
Provisions pour prestations à payer au 31 décembre N-1	-	-	-	-
Produit des recours subrogatoires	-	-	-	-
Produits financiers calculés 75 % du TME	0,67	1 635,65	-	1 636,32
Total crédit	**23 597,99**	**113 945,10**	**592,89**	**138 135,98**
Au débit				
Prestations de l'exercice	161,61	22 265,56	308,20	22 735,37
Prestations de l'exercice rbt par CNP (co assurance)	-	-	-	-
Provisions mathématiques au 31 décembre N	-	125 064,11	-	125 064,11
Provisions pour prestations à payer au 31 décembre N	105,70	35 213,15	-	35 318,85
Indemnités de gestion de réassurance	1 871,25	1 164,40	53,90	3 089,55
Report de perte capitalisé	-	-	-	-
Total débit	**2 138,56**	**183 707,22**	**362,10**	**186 207,88**
Solde du compte de participation bénéficiaire	**21 459,43**	**-69 762,12**	**230,79**	**-48 071,90**

2°) Le compte du réassureur pour le traité en excédent de plein et le traité en quote part :

Le compte de résultat est fondé sur trois traités : un en excédent plein et deux en quote-part.
Traités de réassurance n° 08T000117 - n° 08T000173 - N° 09T00264)

EONIA = 0,09542 %
90 % EONIA = 0,086 %

	Décès		
	Quote Part 50 %	*excédent plein*	*Quote Part 75 %*
Au crédit	*traité T000173*	*traité T000117*	*traité T000264*
Cotisations brute de réassurance (y compris la rétrocession)	460 339,10	5 409 071,78	556 648,96
Cotisations variation de PCNA* (y compris la rétrocession)	28 476,26	80 350,39	-
Cotisations acquises non émises réassurance au 31 décembre N-1	-28 718,22	-651 607,00	-37 880,71
Cotisations acquises non émises réassurance au 31 décembre N	27 904,02	678 333,15	63 474,27
Provision Cotisations à annuler réassurance au 31 décembre N-1	-	119 256,65	-
Provision Cotisations à annuler réassurance au 31 décembre N	-	-148 347,00	-
Provisions mathémathiques IT / PEI au 31 décembre N-1	-	-	-
Provisions pour prestations à payer au 31 décembre N-1	-	3 215 482,73	-
Provisions mathématique vie et PRC non vie au 31 décembre N-1	-	133 700,00	-
Produit des recours subrogatoires	-	-	-
Produits financiers = 90 % du T4M (sur variations PM vie + PSP & PM non vie)	62,79	2 708,77	21,26
Total crédit	**488 063,95**	**8 838 949,47**	**582 263,78**
Au débit			
Prestations de l'exercice	223 585,45	4 034 613,81	75 692,87
Provisions mathématiques IT / PEI au 31 décembre N	-	-	-
Provisions pour prestations à payer au 31 décembre N	146 231,05	2 638 754,37	49 505,33
Provisions mathématique vie et PRC non vie au 31 décembre N	-	320 700,00	-
Indemnités de rétrocession de réassurance	41 849,01	491 733,80	50 604,45
Indemnités de rétrocession de réassurance (PCNA)	2 588,75	7 304,58	-
Indemnités complémentaires de gestion de réassurance	-	-	-
Frais / gestion & marge du réassureur = 5,5 % cotisations brutes de réassurance*	25 318,65	297 498,95	30 615,69
Produits financiers = 90% du T4M (sur les PCNA)	365,41	167,33	-
Report de perte capitalisé	-	-	-
Total débit	**439 938,32**	**7 790 772,83**	**206 418,34**
Solde du compte de participation bénéficiaire	**48 125,63**	**1 048 176,64**	**375 845,43**
> par garanties	**1 472 147,70**	**-**	**-**
> par mutuelle (mutlog / MG)	**1 472 147,70**	**-**	**-**

Solde global du compte	**2 173 083,60**
Report déficitaire du compte	-
Solde global net du compte	**2 173 083,60**

Compte de participation bénéficiaire

AT			PEI			TOTAL		
Quote Part 50 %	*excédent plein*	*Quote Part 75 %*	*Quote Part 50 %*	*excédent plein*	*Quote Part 75 %*	*Quote Part 50 %*	*excédent plein*	*Quote Part 75 %*
traité T000173	*traité T000117*	*traité T000264*	*traité T000173*	*traité T000117*	*traité T000264*	*traité T000173*	*traité T000117*	*traité T000264*
378 304,62	4 136 704,96	100 811,14	95 683,17	665 751,54	3 083,81	934 326,89	10 211 528,27	660 543,91
44 710,96	90 647,89	-	5 717,62	32 054,67	-	78 904,85	203 052,95	-
-27 001,20	-496 055,34	-6 449,90	-4 319,03	-87 299,95	-294,00	-60 038,45	-1 234 962,09	-44 624,61
26 231,90	487 984,71	10 807,68	4 187,63	79 180,48	492,64	58 323,55	1 245 498,34	74 774,59
-	92 291,13	-	-	17 037,24	-	-	228 585,02	-
-	-108 556,40	-	-	-18 043,11	-	-	-274 946,51	-
-	14 919 060,00	-	-	527 452,15	-	-	15 446 512,15	-
-	4 039 532,26	-	-	451 773,43	-	-	7 706 788,42	-
-	238 600,00	-	-	-	-	-	372 300,00	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
184,65	16 039,09	17,11	13,10	705,19	-	260,54	19 453,05	38,36
422 430,93	**23 416 248,50**	**105 186,03**	**101 282,50**	**1 668 611,64**	**3 282,45**	**1 011 777,37**	**33 923 809,60**	**690 732,25**
116 737,52	4 365 308,32	980,42	12 403,55	398 473,18	-	352 726,52	8 798 395,61	76 673,29
335 558,57	13 995 836,56	31 090,21	17 252,97	374 913,40	-	352 811,54	14 370 749,96	31 090,21
94 480,14	3 940 678,90	8 753,78	13 263,45	288 219,55	-	253 974,64	6 867 652,82	58 259,11
-	220 800,00	-	-	-	-	-	541 500,00	-
34 391,33	376 064,09	9 164,65	8 698,47	60 522,87	280,35	84 938,81	928 320,75	60 049,45
4 064,63	8 240,72	-	519,78	2 914,06	-	7 173,17	18 459,36	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
20 806,75	227 518,77	5 544,61	5 262,57	36 616,33	169,61	51 387,98	561 634,05	36 329,91
286,10	178,15	-	47,23	64,22	-	698,75	409,69	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
606 325,05	**23 134 625,50**	**55 533,67**	**57 448,03**	**1 161 723,91**	**449,96**	**1 103 711,40**	**32 087 122,25**	**262 401,97**
-183 894,12	**281 622,99**	**49 652,36**	**43 834,46**	**506 887,72**	**2 832,49**	**-91 934,03**	**1 836 687,35**	**428 330,28**
147 381,23	**-**	**-**	**553 554,68**	**-**	**-**	**2 173 083,60**	**-**	**-**
700 935,90	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 173 083,60**	**-**	**-**

* frais de gestion ramené à 5,5 % à compter du 1er janvier 2009 au lieu de 6 %

En application du traité de réassurance, la répartition entre la cédante, le réassureur et le fonds de stabilité est :

Participation bénéficiaire	
si le compte est excédentaire	
et Fonds de stabilité au 31 décembre N-1	2 648 996,82
Plafond du fonds de stabilité (cf. cotis.+ var.PCNA)	12 088 356,86
Constitution maximale du Fds de stabilité	9 439 360,04
35 % pour la cédante	760 579,26
20 % pour le réassureur	434 616,72
45 % au fonds de stabilité	977 887,62
Total répartition sur l'excédent	2 173 083,60
soit un fonds de stabilité en réassurance de	
Fonds de stabilité au 1er janvier N	2 648 996,82
Produits financiers sur le fonds	2 274,83
Report des pertes de l'exercice N	-
Part des excédents exercice N	977 887,62
	3 629 159,27
	30,02 %

En application du traité de réassurance, l'excédent global se répartit en :

- 20 % pour le réassureur : 434 617 euros
- 45 % en fonds de stabilité du rétrocessionnaire : 977 888 euros
- 35 % pour les cédantes MUTLOG et MUTLOG Garanties de 760 579 euros dont 106 770 euros pour MUTLOG et 653 809 euros pour MUTLOG Garanties.

3°) Le compte du réassureur pour le traité en quote-part et en co-réassurance :

(cf. article 7 - alinéa C du traité de réassurance n° 09T000223)

EONIA = 0,09542 % **90 % EONIA = 0,086 %**	**Compte de participation bénéficiaire**			
	Traité 09T000223			
	Décès	**AT**	**PEI**	**TOTAL**
Au crédit				
Cotisations brute de réassurance (y compris la rétrocession)& variation de PCNA*	6 200,94	5 470,15	534,48	12 205,57
Cotisations brute de réassurance (y compris la rétrocession)& variation de PCNA*	18 568,10	16 397,11	1 602,65	36 567,85
Cot acquises non émises réassurance au 31 décembre N-1	-2 845,85	-2 512,02	-239,00	-5 596,87
Cot acquises non émises réassurance au 31 décembre N	2 780,75	2 453,48	239,00	5 473,23
Provision Cot à annuler réassurance au 31 décembre N-1	-	-	-	-
Provision Cot à annuler réassurance au 31 décembre N	-	-	-	-
Provisions mathémathiques IT / PEI au 31 décembre N-1	-	-	-	-
Provisions pour prestations à payer au 31 décembre N-1	-	-	-	-
Provisions mathématique vie et PRC non vie au 31 décembre N-1	300	-	-	300
Produit des recours subrogatoires	-	-	-	-
Produits financiers = 90 % du T4M (sur variations PM vie + PSP & PM non vie)	1,33	-	-	1,33
Total crédit	**25 005,27**	**21 808,71**	**2 137,12**	**48 951,11**
Au débit				
Prestations de l'exercice CNP coréass.	-	91,10	-	91,10
Prestations de ll'exercice MUTRé coréeass.	-	273,33	-	273,33
Provisions mathématiques IT / PEI au 31 décembre N	-	8 470,61	-	8 470,61
Provisions pour prestations à payer au 31 décembre N	-	2 384,99	-	2 384,99
Provisions mathématique vie et PRC non vie au 31 décembre N	2 800,00	-	-	2 800,00
Indemnités de rétrocession de réassurance	563,72	497,29	48,59	1 109,60
Indemnités de rétrocession de réassurance	1 688,01	1 490,65	145,70	3 324,35
Indemnités complémentaires de gestion de réassurance	-	-	-	-
Frais / gestion & marge du réassureur = 5,5 % cotisations brutes de réassurance*	1 362,30	1 202,70	117,54	2 682,54
Produits financiers = 90 % du T4M (sur les PCNA)	-	-	-	-
Report de perte capitalisé	-	-	-	-
Total débit	**6 414,03**	**14 410,66**	**311,83**	**21 136,51**
Solde du compte de participation bénéficiaire	**18 591,24**	**7 398,05**	**1 825,30**	**27 814,59**

Solde global du compte	**27 814,59**
Report déficitaire du compte	-
Solde global net du compte	**27 814,59**

En application du traité de réassurance, l'excédent se répartit de la manière suivante :

- 20 % pour le réassureur : 5 563 euros
- 45 % en fonds de stabilité du rétrocessionnaire (sans plafonnement, les contrats de type PASS Foncier de faisant pas l'objet de nouvelles souscriptions) : 12 517 euros
- 35 % pour les cédantes MUTLOG et MUTLOG Garanties : 9 735 euros, dont 1 996 euros pour MUTLOG et 7 739 euros pour MUTLOG Garanties.

Le fonds de stabilité s'élève au 31 décembre 2014 à 62 188 euros.

6 - Evolution prévisible en N+1

Les conseils d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont, en décembre 2014, adopté un programme d'activité volontariste, dans cet environnement économique volatile, qui table sur une progression importante des capitaux placés sous risques à réaliser, représentant près de 200 M € entre la perspective à fin 2015 (570 millions €) et celle de fin 2018 (770 millions €).

Cette ambition entend s'appuyer sur un nombre important de rachats de crédits, dans un contexte de taux historiquement bas, et sur le début du partenariat avec la MATMUT. Elle veut également se fonder sur le fait que les offres MUTLOG en prêt bancaire, et notamment "Altus", soient reconnues par le marché comme étant de qualité, ce que prouve d'ailleurs l'attribution du Label d'Excellence des Dossiers de l'Epargne pour la quatrième année consécutive au produit "Altus".

Simultanément, MUTLOG et MUTLOG Garanties entendent être prêtes lorsque seront mises en œuvre les nouvelles règles prudentielles.

7 - Informations sur les comptes du GIE

Le GIE de moyens - GIE Groupe ACMIL - gère les moyens mis en commun pour ses membres - ACMIL - MUTLOG - MUTLOG Garanties - depuis le 1er janvier 1999, il est régi par son règlement intérieur.

Clé de répartition des frais communs du GIE

Les clés de répartition des frais communs du GIE approuvées par les conseils d'administration des membres au titre de l'exercice sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Critères 2014

Critères	Intitulé	ACMIL	Mutuelles	MUTLOG	MUTLOG Garanties
N° 1	Répartition des effectifs	6,11 %	93,89 %	60,02 %	33,87 %
N° 2	Répartition des instances	49,21 %	50,79 %	24,84 %	25,95 %
N° 3	Répartition des frais de personnel	7,89 %	92,11 %	58,06 %	34,05 %
N° 4	Répartition Informatique	0,00 %	100,00 %	60,39 %	39,61 %
N° 5	Répartition Développement	1,00 %	99,00 %	99,00 %	0,00 %
N° 6	Répartition Honoraires Médécin-Conseil	0,00 %	100,00 %	65,87 %	34,13 %
N° 7	Répartition droit d'ouverture de dossier		100,00 %	65,87 %	34,13 %
N° 8	Répartition droit forfaitaire de rbt anticipés		100,00 %	60,39 %	39,61 %
N° 9	Répartition action mutualiste	0,00 %	100,00 %	65,87 %	34,13 %

Il en résulte des documents financiers qui sont annexés :

- bilan du GIE Groupe ACMIL
- compte de résultat du GIE Groupe ACMIL
- détail des comptes courants
- répartition des frais communs de fonctionnement

Bilan du GIE Groupe ACMIL

ACTIF en euros	MONTANT brut au 31/12/2014	Amortissements & Provisions	MONTANT net au 31/12/2014
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations incorporelles			
Logiciels	1 739 330,17	-1 064 838,64	674 491,53
Site Web	19 794,53	-19 794,53	-
	1 759 124,70	**-1 084 633,17**	**674 491,53**
Immobilisations corporelles			
Agencements & Aménagements	170 836,85	-138 910,13	31 926,72
Matériel de transport	27 220,00	-242,37	26 977,63
Matériel informatique	580 464,16	-546 474,88	33 989,28
Matériel de bureau	56 625,65	-43 713,59	12 912,06
Mobilier de bureau	260 393,53	-196 774,58	63 618,95
Autres matériels	18 198,90	-17 457,70	741,20
	1 113 739,09	**-943 573,25**	**170 165,84**
Sous-Total Immo. Incorp. + corporelles	**2 872 863,79**	**-2 028 206,42**	**844 657,37**
Avances/Immobilisations en cours	-	-	-
Immobilisations financières			
Autres prêts	155 630,05	-	155 630,05
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**3 028 493,84**	**-2 028 206,42**	**1 000 287,42**
ACTIF CIRCULANT			
Comptes courants des membres	1 182 458,93	-	1 182 458,93
Débiteurs divers	32 692,49	-	32 692,49
Valeurs mobilières placement	8 002,88	-	8 002,88
Disponibilités	25 517,50	-	25 517,50
Comptes de régularisation	89 793,48	-	89 793,48
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**1 338 465,28**	**-**	**1 338 465,28**
TOTAL ACTIF	**4 366 959,12**	**-2 028 206,42**	**2 338 752,70**

MONTANT net au 31/12/2013	PASSIF en euros	MONTANT net au 31/12/2014	MONTANT net au 31/12/2013
	FONDS PROPRES		
846 769,45	REPORT A NOUVEAU	-820 159,35	-
-	Résultat Déficitaire	-128 948,68	-820 159,35
846 769,45			
	Sous-Total	**-949 108,03**	**-820 159,35**
32 570,76			
10 274,51			
20 219,29			
18 910,21			
66 901,5			
876,01			
149 752,31			
996 521,76	Comptes courants investissements	844 657,37	996 521,76
-	Comptes courants bloqués	137 204,13	137 204,13
99 299,90			
1 095 821,66	**TOTAL FONDS PROPRES**	**32 753,47**	**1 133 725,89**
	PROVISIONS		
715 702,95	Provisions pour risques et charges	949 108,03	820 159,35
29 746,99	**DETTES**		
35 039,19	Comptes courants des membres	-	-
11 130,04	Fournisseurs & comptes rattachés	334 567,32	86 882,48
82 929,65	Personnel : charges à payer	395 247,13	266 350,79
	Dettes fiscales & sociales	507 075,38	374 515,40
	Créditeurs divers	14 893,47	5 545,92
	Charges à payer	105 107,90	103 350,000
874 548,82	**TOTAL DETTES**	**2 305 999,23**	**1 656 803,94**
1 970 370,4	**TOTAL PASSIF**	**2 338 752,70**	**1 970 370,48**

Compte de résultat du GIE Groupe ACMIL

Rubriques	Montant exercice 31/12/2014	Budget exercice 2014	Montant exercice 2013
Produits d'exploitation			
Prestations aux membres	**5 781 681,20**	6 515 288,00	5 051 004,61
Transfert charges dot. amort/VNC	**346 530,20**	-	349 702,65
Sous-Total	***6 128 211,40***	***6 515 288,00***	***5 400 707,26***
Autres produits d'exploitation	**1 000,28**	-	900,00
Charges d'exploitation			
Achats	**-72 774,90**	-107 550,00	-82 921,63
Autres charges externes	**-1 807 403,46**	-2 480 900,00	-1 573 041,77
Impôts & taxes diverses	**-492 106,98**	-425 175,00	-401 690,23
Frais de personnel	**-3 145 923,46**	-3 112 000,00	-2 863 040,50
Sous-Total	***-5 518 208,80***	***-6 125 625,00***	***-4 920 694,13***
Résultat brut	**611 002,88**	**389 663,00**	**480 913,13**
Dot. amortiss. incorp-logiciel	**-302 866,19**	-297 300,00	-295 213,48
Dot. amortiss. corporels	**-40 068,89**	-71 363,00	-54 489,17
Dot. prov. eng. sociaux / risques	**-353 468,00**	-25 000,00	-720 159,35
Reprise prov. eng. sociaux / risques	**224 519,32**	-	572 235,46
Sous-Total	***-471 883,76***	***-393 663,00***	***-497 626,54***
Résultat d'exploitation	**139 119,12**	**-4 000,00**	**-16 713,41**
Produits financiers	**1 649,26**	4 000,00	900,29
Charges financières	**-**	-	-
Résultat financier	**1 649,26**	**4 000,00**	**900,29**
Résultat courant	**140 768,38**	**-**	**-15 813,12**
Charges/produits exceptionnels			
Produit cessions éléments d'actif	**3 220,00**	-	-
Produit except./ op. gestion	**1 050,24**	-	5 084,03
Autres produits exercices antérieurs	**4 121,58**	-	-
Autres charges except./ op. gestion	**21 634,0**	-	-279,40
Autres charges sur ex. antérieurs	**-**	-	-672 235,46
Valeur comptable actifs cédés	**-3 595,12**	-	-260,79
Résultat exceptionnel	**-16 837,39**	**-**	**-667 691,62**
Intéressement	**-252 879,67**	-	-136 654,61
Résultat net	**-128 948,68**	-	**-820 159,35**

L'effectif moyen du GIE est de 34 salariés.

Il en résulte le détail des comptes courants et la répartition des frais communs de fonctionnement.

Détail des comptes courants

ANNEE 2014	TOTAL GIE	ACMIL	MUTLOG	MUTLOG Garanties
Répartition des frais de fonctionnement	**-5 781 681,20**	-371 660,38	-3 388 612,80	-2 021 408,02
Avances de trésorerie perçues	**4 834 000,00**	283 000,00	2 844 000,00	1 707 000,00
Financement des investissements de l'année	**-194 665,81**	-2 138,22	-117 429,21	-75 098,38
Créance du CICE refacturée aux membres	**-40 111,92**	-3 164,82	-23 288,97	-13 658,13
Avances perçues sur les frais de fonctionnement de l'année	**4 599 222,27**	277 696,96	2 703 281,82	1 618 243,49
• A l'Actif	**-1 182 458,93**	-93 963,42	-685 330,98	-403 164,53
• Au Passif	**-**	-	-	-
Soldes des Comptes courants des membres	**-1 182 458,93**	**-93 963,42**	**-685 330,98**	**-403 164,53**

Répartition des frais communs de fonctionnement

RUBRIQUES	TOTAL Frais communs	RÉPARTITION DES FRAIS COMMUNS			BUDGET TOTAL	% Réel/ Budget
		ACMIL	MUTLOG	MUTLOG Garanties		
Autres Produits d'exploitation	**1 000,28**	900,24	50,01	50,03		
Achats	**-72 774,90**	-2 609,62	-51 723,49	-18 441,79	**-107 550,00**	**67,67 %**
Autres charges externes	**-1 807 403,46**	-90 732,48	-1 071 056,39	-645 614,59	**-2 480 900,00**	**72,85 %**
Impôts & taxes	**-492 106,98**	-35 564,17	-286 544,78	-169 998,03	**-425 175,00**	**115,74 %**
Frais de personnel	**-3 145 923,46**	-226 633,96	-1 825 948,16	-1 093 341,34	**-3 112 000,00**	**101,09%**
Intéressement des salariés	**-252 879,67**	-17 515,30	-146 757,08	-88 607,29	**-**	**-**
Charges/produits except.	**-16 837,39**	174,61	-9 780,47	-7 231,53	**-**	**-**
Dotation amortissements	**-342 935,08**	-1 512,57	-207 006,79	-134 415,72	**-368 663,00**	**93,02 %**
Reprise prov. risques et charges	**-**	-	-	-	**-25 000,00**	**0,00 %**
Produits financiers	**1 649,26**	100,64	989,77	558,85	**4 000,00**	**41,23 %**
Total charges / produits	**-6 128 211,40**	**-373 392,61**	**-3 597 777,38**	**-2 157 041,41**	**-6 515 288,00**	**94,06 %**
en %	*100,00 %*	*6,09 %*	*58,71 %*	*35,20 %*		
Transfert charges dotation amort.	**342 935,08**	1 512,57	207 006,79	134 415,72		
Transfert charges nettes VNC	**3 595,12**	219,66	2 157,79	1 217,67		
Régularisation centimes	**-**	-	-	-		
Prestations services	**-5 781 681,20**	**-371 660,38**	**-3 388 612,80**	**-2 021 408,02**	**-6 515 288,00**	**88,74 %**
en %	*100,00 %*	*6,43 %*	*58,61 %*	*34,96 %*		

8 - Informations sur les comptes de la SCI Quai de Seine

Le capital social de la SCI Quai de Seine qui s'élève à 2 744 082 euros est détenu par :

Répartition du capital social	
• ACMIL :	80 %
• MUTLOG :	8 %
• MUTLOG GARANTIES :	12 %

La SCI gère :

- le siège social situé 75 quai de la Seine d'une surface de 876,70 m²
- le local à usage d'archives et de salle de conférences d'une surface de 566,40 m²
- les parkings.

Il en résulte des documents financiers qui sont annexés, soit :

- bilan de la SCI Quai de Seine
- compte de résultat de la SCI Quai de Seine.

Bilan au 31 décembre 2014
de la SCI Quai de Seine

ACTIF	31/12/2014			31/12/2013	PASSIF	31/12/2014	31/12/2013
	Valeur brute	Amort.	Valeur nette	Valeur nette			
Terrain	162 358	-	162 358	162 358	Capital social	2 744 082	2 744 082
Constructions	1 386 240	511 804	874 436	899 420	Résultat	244 674	242 650
Aménagements	1 778 649	1 452 535	326 114	370 062			
Immobilisations en cours	7 200	-	7 200	-			
	3 334 447	**1 964 339**	**1 370 108**	**1 431 840**	**Capitaux propres**	**2 988 756**	**2 986 733**
VALEURS REALISABLES ET DISPONIBLES					**DETTES**		
Fournisseurs	-	-	-	-	Fournisseurs	-	17 506
Compte courant ACMIL	671 511	-	671 511	889 897	Charges à payer	15 500	17 100
Compte courant MUTLOG	37 306	-	37 306	49 439			
Compte courant MUTLOG Garanties	37 306	-	37 306	49 439			
Copropriété - Fonds de roulement	2 935	-	2 935	2 935			
GIE gpe ACMIL - divers	-	-	-	-	GIE gpe ACMIL - divers	5 237	4 836
Produits à recevoir	6 336	-	6 336	6 423			
Charges constatées d'avance	-	-	-	-			
Valeurs mobilières de placement	882 140	-	882 140	593 985			
Banque	1 851	-	1 851	2 217			
	1 639 385	**-**	**1 639 385**	**1 594 335**		**20 737**	**39 443**
TOTAL ACTIF	**4 973 832**	**1 964 339**	**3 009 493**	**3 026 175**	**TOTAL PASSIF**	**3 009 493**	**3 026 175**

Compte de résultat au 31 décembre 2014
de la SCI Quai de Seine

	2012	2013	2014
PRODUITS			
Loyers	262 985	310 881	316 457
Remboursements de charges	79 591	74 754	65 253
Produits annexes	-	-	-
Reprise de provision			
Transfert de charges (remboursement assurances)			
	342 576	**385 635**	**381 710**
CHARGES			
Charges diverses	-526	-645	-589
Charges de copropriété	-38 981	-41 545	-32 024
Assurances	-1 214	-1 316	-1 410
Honoraires	-	-28	-
Entretien et réparations	-39 416	-1 500	-919
Frais bancaires	-	-	-
Taxe foncière	-9 575	-9 743	-9 868
CFE	-365	-364	-383
Taxe sur les bureaux	-24 096	-15 330	-15 067
Contribution sur revenus locatifs (2,5 %)	-6 574	-7 772	-7 911
Dotation aux amortissements	-57 558	-64 862	-68 931
	-178 305	**-143 105**	**-137 102**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**164 271**	**242 530**	**244 608**
Produits nets de cession de valeurs mobilières de placement	514	120	66
RÉSULTAT NET	**164 785**	**242 650**	**244 674**

RÉPARTITION DU RÉSULTAT	Part de Capital	RÉSULTAT COMPTABLE
ACMIL	80 %	195 739
MUTLOG	8 %	19 574
MUTLOG Garanties	12 %	29 361
	100 %	**244 674**

9 - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de MUTLOG

Exercice clos le 31 décembre 2014

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Mutuelle du Logement MUTLOG, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrim<oine de la mutuelle à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre mutuelle détaille en note C.2 de l'annexe aux comptes sociaux les modalités de valorisation et de dépréciation retenues pour les actifs financiers.

  Nous avons examiné le dispositif de contrôle mis en place relatif au recensement des expositions directes et indirectes et le dispositif mis en place pour les apprécier, ainsi que les modalités de valorisation et les dépréciations de certains instruments financiers et nous nous sommes assurés du caractère approprié de l'information fournie dans la note mentionnée ci-dessus.

- Certains postes techniques propres à l'assurance et à la réassurance, à l'actif et au passif des comptes de votre mutuelle, sont estimés selon des modalités réglementaires et en utilisant des données statistiques et des techniques actuarielles. Les modalités de détermination de ces éléments sont relatées dans les notes C.3 et D.2 de l'annexe.

  Nous avons examiné les hypothèses retenues dans les modèles de calcul utilisés, au regard notamment de l'expérience de la mutuelle et de son environnement réglementaire et économique, ainsi que la cohérence d'ensemble de ces hypothèses.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration, incluant les informations prévues à l'article L. 114-17 du code de la mutualité et dans les documents adressés aux membre de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 26 mai 2015

Les commissaires aux comptes :

PRIMAUDIT INTERNATIONAL représenté par PASCAL GUILLOT

MAZARS représenté par PASCAL PARANT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels de MUTLOG Garanties

Exercice clos le 31 décembre 2014

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 sur :

- le contrôle des comptes annuels de MUTLOG Garanties, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels.

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Mutuelle à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre mutuelle détaille en note C.2 de l'annexe aux comptes sociaux les modalités de valorisation et de dépréciation retenues pour les actifs financiers. Nous avons examiné les valeurs recouvrables, les horizons de détention et la capacité de votre mutuelle à détenir ces titres sur ces horizons.

  Nous avons également examiné le caractère approprié du dispositif mis en place relatif à la valorisation, et à la détermination des provisions pour dépréciation durable constatées, ainsi que de l'information donnée dans les notes mentionnées ci-dessus.

- Certains postes techniques propres à l'assurance et à la réassurance, à l'actif et au passif des comptes sociaux de votre mutuelle, sont estimés selon des modalités réglementaires et en utilisant des données statistiques et des techniques actuarielles. Il en est ainsi notamment des provisions techniques. Les modalités de détermination de ces éléments sont relatées dans les notes C.3 et D.2 de l'annexe.

  Nous nous sommes assurés de la cohérence d'ensemble des hypothèses et des modèles de calcul retenus par votre mutuelle ainsi que de la conformité des évaluations obtenues avec les exigences de son environnement réglementaire et économique.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux délégués sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 29 mai 2015

Le commissaire aux comptes :

PRIMAUDIT INTERNATIONAL représenté par PASCAL GUILLOT, associé

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes combinés

Exercice clos le 31 décembre 2014

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 sur :

- le contrôle des comptes combinés du Groupe MUTLOG, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes combinés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes combinés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes combinés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes combinés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes combinés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la combinaison.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre groupe détaille en note C.2 de l'annexe aux comptes combinés les modalités de valorisation et de dépréciation retenues pour les actifs financiers.

  Nous avons examiné le dispositif de contrôle mis en place relatif au recensement des expositions directes et indirectes et le dispositif mis en place pour les apprécier, ainsi que les modalités de valorisation et les dépréciations de certains instruments financiers et nous nous sommes assurés du caractère approprié de l'information fournie dans la note mentionnée ci-dessus.

- Certains postes techniques propres à l'assurance et à la réassurance, à l'actif et au passif des comptes de votre groupe, sont estimés selon des modalités réglementaires et en utilisant des données statistiques et des techniques actuarielles. Les modalités de détermination de ces éléments sont relatées dans les notes C.3 et D.2 de l'annexe.

  Nous avons examiné les hypothèses retenues dans les modèles de calcul utilisés, au regard notamment de l'expérience du groupe et de son environnement réglementaire et économique, ainsi que la cohérence d'ensemble de ces hypothèses.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes combinés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes combinés des informations données dans le rapport de gestion du groupe, incluant les informations prévues à l'article L. 114-17 du code de la Mutualité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes combinés.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 26 mai 2015

Les commissaires aux comptes :

PRIMAUDIT INTERNATIONAL représenté par PASCAL GUILLOT

MAZARS représenté par PASCAL PARANT

mutlog
l'homme au cœur du logement

MUTLOG • SIREN n° 325 942 969

Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la Mutualité

MUTUALITÉ FRANÇAISE

mutlog garanties
l'homme au cœur du logement

MUTLOG Garanties • SIREN n° 384 253 605

Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la Mutualité

75, quai de la Seine - 75940 PARIS CEDEX 19
Tél. : 01 44 89 80 90
de 9 h à 18 h du lundi au vendredi
www.mutlog.fr

2015 - Getty images - Imprimerie Edgar